



## MERCREDI 4 AOÛT 2021

**POLITIQUE** : À partir de maintenant, le seul travail des politiciens consiste à rendre invisible l'effondrement de notre civilisation industrielle.

- ▶ **La seule chose pire qu'un effondrement énergétique** (Tim Watkins) p.1
- ▶ **Les grands gouvernements font de COVID-19 une affaire fédérale** (Bill Bonner) p.7
- ▶ **Sale temps pour la science** (Didier Mermin) p.10
- ▶ **#207. Le dollar pourrait-il craquer ?** (Tim Morgan) p.14
- ▶ **Post-croissance : La vie après le capitalisme (Extrait)** (Tim Jackson) p.17
- ▶ **Tim Jackson et la quête de la post-croissance** p.19
- ▶ **Une énergie résiliente et fiable** p.21
- ▶ **Dans une galerie des miroirs, il faut briser du verre pour y voir clair** (James Howard Kunstler) p.22
- ▶ **L'effondrement de l'écosystème océanique pourrait sérieusement menacer l'humanité d'ici 25 ans** p.24
- ▶ **Le milliardaire américain Jeff Bezos est revenu sur Terre après avoir atteint l'espace lors du premier vol de sa fusée "New Shepard"** (Jean-Marc Jancovici) p.26
- ▶ **Entreprises, un peu de sérieux !** (Jean-Marc Jancovici) p.27
- ▶ **L'associatif face à la question démographique** (Biosphere) p.28
- ▶ **Le faux débat démographie/niveau de vie** (Biosphere) p.29

### \$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ **Les Américains s'endettent comme s'il n'y avait pas de lendemains** (Michael Snyder) p.32
- ▶ **L'économie de l'Amérique correspond désormais à la définition d'une république bananière** p.35
- ▶ **Biden a une meilleure maîtrise de l'économie que Trump - mais il y a encore des risques** (Nouriel Roubini) p.35
- ▶ **La Fed va une fois de plus se prendre les pieds dans le tapis!** (Bruno Bertez) p.38
- ▶ **Dans la vie il y a trois sortes de gens : les gens bien, les pas grand-chose et les moins que rien** (Bruno Bertez) p.39
- ▶ **Qu'est-ce qui se cache derrière la galerie des miroirs de l'inflation ?** (Charles Hugh Smith) p.44
- ▶ **Le présent dure-t-il plus longtemps ?** (Karl Eychenne) p.46
- ▶ **Doug Casey sur la dépréciation de la monnaie et la dégradation de la culture** p.48

▲ RETOUR ▲

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

## La seule chose pire qu'un effondrement énergétique

Tim Watkins 3 août 2021

**THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP**

The storm is coming - will you be ready?



Nous avons appris récemment que l'une des dernières centrales à charbon du Royaume-Uni se porte candidate pour devenir la première centrale à fusion nucléaire commerciale sur Terre. La nouvelle est à prendre avec une grosse pincée de sel... la fusion nucléaire est dans l'avenir depuis 25 ans, avant même ma naissance, et elle le sera probablement encore le lendemain de ma mort. Néanmoins, des réactions de fusion nucléaire ont été générées, même si elles n'ont duré que quelques secondes et ont coûté très cher en énergie. Les physiciens et les ingénieurs qui travaillent sur le projet multinational ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor) dans le sud de la France ont le vent en poupe :

*"ITER sera le premier dispositif de fusion à produire de l'énergie nette. ITER sera le premier dispositif de fusion à maintenir la fusion pendant de longues périodes. Et ITER sera le premier dispositif de fusion à tester les technologies intégrées, les matériaux et les régimes physiques nécessaires à la production commerciale d'électricité issue de la fusion."*

Il convient de noter qu'ITER est une expérience et non une centrale électrique en fonctionnement. Et c'est tant mieux, car même ses partisans font état d'un retour sur investissement énergétique (EROI) de seulement 10:1, soit environ la moitié du retour d'une éolienne. Selon Steven Krivit, du New Energy Times, il s'agit d'une légèreté :

*"Les affirmations fausses et exagérées largement répandues faites par les leaders de la communauté de la fusion ont amené de nombreuses personnes et institutions à transmettre ces affirmations incorrectes à un large échantillon du grand public. J'ai énuméré ci-dessous quatre des centaines d'exemples que j'ai trouvés. Chacune de ces déclarations, sans que les auteurs en soient responsables, est fondamentalement fausse :*

- New York Times : "ITER bénéficiera de sa plus grande taille et produira environ 10 fois plus d'énergie qu'il n'en consomme."
- Magazine Science : "ITER vise à produire 500 mégawatts d'électricité, soit 10 fois la quantité nécessaire pour le faire fonctionner."
- Magazine Nature : "ITER devrait produire environ 500 mégawatts d'électricité."
- Université de Columbia : "Globalement, ITER vise à produire 500 MW d'électricité à partir d'un investissement de 50 MW."

*En fait, l'ensemble du réacteur ITER est conçu pour produire 500 mégawatts d'énergie thermique à partir d'un investissement de 300 mégawatts d'énergie électrique. Avec les **rendements de conversion**, la production nette d'ITER devrait être d'environ **zéro**. D'un point de vue pratique, c'est une mauvaise nouvelle..."*

Si ITER était rentable en termes d'énergie, ce serait une sorte de triomphe pour les scientifiques et les ingénieurs, car jusqu'à présent, la fusion a été un puits d'énergie massif. De plus, les technologies ont tendance à être très inefficaces au départ, mais elles sont améliorées au fil du temps. Néanmoins, en termes de climat et d'épuisement des combustibles fossiles, il est douteux que la civilisation industrielle ait encore assez de temps pour attendre que des gens intelligents, ailleurs, comprennent comment faire de la fusion nucléaire de manière

efficace.

La Chine - pour ne citer qu'un pays - semble emprunter une autre voie, presque aussi invraisemblable. Depuis les expériences de réacteurs à sels fondus menées au laboratoire américain Oak Ridge au début des années 1960, les réacteurs au thorium ont été proposés comme une alternative plus efficace et bien moins dangereuse que les réacteurs à eau pressurisée actuels. Le thorium est omniprésent et facilement récupérable dans les déblais miniers. Exposé aux neutrons dans un surgénérateur, le thorium se décompose finalement en un isotope d'uranium qui peut théoriquement entretenir une réaction de fission, produisant suffisamment de neutrons pour continuer à décomposer le thorium.

Les difficultés techniques liées aux réacteurs à sels fondus se sont révélées presque aussi difficiles à résoudre que le confinement du plasma dans un réacteur à fusion. Toutefois, si l'on en croit les rapports en provenance de Chine le mois dernier, ce problème a été surmonté. Selon David Rogers de Global Construction Review :

*"Un prototype de 2MW devrait être achevé en août, les tests devant commencer en septembre... La première version commerciale, d'une puissance d'environ 100MW, devrait entrer en service en 2030.*

*"Le projet de réacteur à sels fondus de thorium (TMSR), qui a été lancé en 2011, s'est déroulé dans la ville de Wuwei, dans la province de Gansu, dans le nord-ouest reculé de la Chine. Le prototype devait être achevé en 2024, mais les travaux ont été accélérés.*

*"Le réacteur est refroidi avec du sel fondu, ce qui donne une température de fonctionnement beaucoup plus élevée qu'un réacteur classique. Celle-ci peut atteindre 1 000 °C, ce qui a entravé les précédentes tentatives de conception d'un réacteur à sels fondus, car il faut trouver un matériau susceptible de contenir le combustible.*

*"En 2017, l'Institut de physique appliquée de Shanghai, qui a dirigé les travaux sur le réacteur, a annoncé la création d'un alliage NiMo-SiC - c'est-à-dire composé de nickel et de molybdène et de carbure de silicium."*

Bien sûr, la Chine pourrait faire cette annonce pour détourner l'attention des critiques croissantes sur son utilisation du charbon qui, en l'absence d'une nouvelle source d'énergie à faible teneur en carbone, tourne en dérision l'affirmation du pays selon laquelle il est sur la bonne voie pour atteindre le niveau zéro d'ici 2060. Mais la Chine n'est pas le seul pays à développer activement des réacteurs à sels fondus. La société britannique Moltex Energy a mis au point un réacteur à sels fondus qui peut être alimenté par les déchets nucléaires existants. En plus de son réacteur expérimental au Royaume-Uni, la société travaille également avec les gouvernements canadien et estonien pour livrer des réacteurs à sels fondus. De même, la société américaine ThorCon travaille avec le gouvernement indonésien à la livraison de réacteurs à sels fondus et envisage de développer des réacteurs au thorium à l'avenir.

En raison de la chaleur supplémentaire produite dans un réacteur à sels fondus, le rendement énergétique potentiel est bien plus élevé que celui attendu de la fusion. De plus, comme les réacteurs à sels fondus alimentés à l'uranium ont déjà fait l'objet de démonstrations, ces réacteurs pourraient être mis à l'échelle bien plus rapidement que les réacteurs à fusion ou même à thorium. Et c'est un problème, car si les militants peuvent espérer une certaine forme de décroissance et de dépeuplement contrôlés, les classes dirigeantes de ce monde n'accepteront jamais rien qui n'implique pas une croissance continue. Et puisque la vision verte et lumineuse d'une économie technologiquement avancée fonctionnant à l'énergie éolienne, solaire et à l'hydrogène est déjà en train de s'effondrer sur des bases d'énergie nette et d'épuisement des matériaux, la seule option sur la table qui promet une croissance économique continue est une combinaison de nucléaire et de géo-ingénierie. Que cela vous plaise ou non, c'est la direction dans laquelle les personnes ayant le pouvoir de décision vont très probablement nous emmener.

Ce sera probablement trop peu et trop tard. Produire simplement plus d'électricité à partir du nucléaire ne résoudrait pas notre crise énergétique. Il faudrait créer un surplus d'énergie suffisant pour produire suffisamment de diesel synthétique (ou un équivalent) pour remplacer les applications diesel essentielles qui ne peuvent être électrifiées. Cela impliquerait de construire des milliers de réacteurs sur la planète alors que nous avons encore accès à l'énergie des combustibles fossiles. Et même dans ce cas, pour relancer une véritable croissance économique (par opposition à une croissance financière), il faudrait probablement que les réacteurs aient un EROI de plusieurs centaines pour un, plutôt que les dix pour un vantés pour la fusion.

**L'avenir le plus probable est que nous nous plantons sur tous les fronts.** Au lieu de réduire notre consommation et d'économiser ce qui reste de nos combustibles fossiles à des fins essentielles, nous continuerons à les gaspiller. Les technologies d'exploitation des énergies renouvelables non renouvelables continueront à se révéler totalement inadaptées pour empêcher une simplification significative de notre civilisation. Et tous les nouveaux réacteurs nucléaires qui auraient pu sauver la situation s'ils avaient été mis en œuvre il y a un demi-siècle s'avèreront trop peu et trop tard.

**Je parie toujours à 99 contre 1 sur un effondrement économique suivi d'un effondrement énergétique suivi d'un effondrement écologique à partir des années 2020.** Mais supposons un instant que les différents projets nucléaires sauvent la civilisation industrielle, serait-ce nécessairement une bonne chose ? Ou bien cela ne ferait-il qu'ouvrir des crises plus nombreuses et plus difficiles à résoudre que celles que nous ne parvenons pas à résoudre aujourd'hui ?

Un afflux soudain d'énergie excédentaire mettrait immédiatement fin à nos difficultés économiques actuelles. De même que la conversion des économies du charbon au pétrole dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale a permis d'améliorer considérablement le niveau de vie des gens ordinaires dans les pays développés, un afflux massif d'énergie excédentaire aujourd'hui pourrait inverser la baisse du niveau de vie observée depuis les années 1970 et, si l'excédent était suffisamment important, pourrait venir à bout d'une grande partie de la pauvreté dans le sud du monde. Dans le même temps, de nombreux avantages de la civilisation industrielle, tels que les soins de santé publics, l'eau potable et l'assainissement, seraient conservés et étendus à des régions de la planète où ils sont actuellement une question de vie ou de mort.

En revanche, le même système d'exploitation dirigé par la même classe de milliardaires bénéficierait d'une nouvelle vie. Et une culture qui considère la planète et tout ce qui y vit comme une simple marchandise à exploiter pour satisfaire nos désirs éphémères irait de force en force. **Notre fausse compréhension du monde - la religion du progrès** - semblerait être justifiée pour la plupart des gens. Et les critiques actuelles de la compréhension dominante de l'argent et de l'économie seraient noyées par des économistes charlatans prétendant à tort que leurs modèles et prescriptions - plutôt que l'énergie excédentaire supplémentaire - étaient responsables de la nouvelle ère de prospérité.

Et la crise ne serait pas résolue ; elle passerait simplement à la phase suivante. Le même système monétaire qui s'est effondré en 1929, puis en 2008, retrouverait un nouveau souffle, car l'excédent d'énergie supplémentaire permettrait de développer de nouvelles richesses réelles pour absorber le stock de monnaie surgonflé d'aujourd'hui. Les dettes non remboursables d'aujourd'hui deviendraient progressivement remboursables et les entreprises et les ménages zombies retrouveraient une nouvelle vie. Les gisements de minerais actuellement non rentables - c'est-à-dire trop coûteux en énergie - deviendraient viables, ce qui permettrait de dépouiller encore plus la planète Terre. Et même si nous parvenions à atteindre le graal du "net zéro", le réchauffement climatique se poursuivrait d'une manière différente, simplement en raison des inévitables gradients énergétiques nécessaires pour que nous puissions utiliser de l'énergie :

*"La Terre n'a qu'un seul mécanisme pour libérer de la chaleur dans l'espace, et c'est le rayonnement (infrarouge). Nous comprenons parfaitement ce phénomène et nous pouvons prédire la température de surface de la planète en fonction de la quantité d'énergie produite par l'espèce humaine. Le résultat est qu'avec un taux de croissance de 2,3% (commodément choisi pour représenter une augmentation de*

*10× par siècle), nous atteindrions la température d'ébullition dans environ 400 ans... Et cette affirmation est indépendante de la technologie. Même si nous n'avons pas encore de nom pour la source d'énergie, tant qu'elle obéit à la thermodynamique, nous nous cuisinons avec une augmentation perpétuelle de l'énergie."*

En d'autres termes, l'arrivée d'un nouvel afflux d'énergie excédentaire de haute technologie nous permettrait de poursuivre toutes les mauvaises habitudes qui nous ont amenés à notre situation actuelle. Et nous sommes déjà passés par là. La Première Guerre mondiale était en partie due aux incertitudes économiques découlant du pic de production de charbon en Grande-Bretagne. Un peu comme aujourd'hui, les anciennes puissances impériales étaient de plus en plus conscientes de leur faiblesse interne, alors même que des puissances montantes semblaient prêtes à prendre leur place. C'est la faiblesse économique - et donc militaire - de la Grande-Bretagne au début du vingtième siècle qui l'a poussée à s'allier plus étroitement avec la Russie - qui s'étendait vers l'Inde et la Perse - et la France. Ce sont les inquiétudes de l'Allemagne face à la puissance économique - et donc militaire - croissante de la Russie qui ont conduit ses généraux à pousser à une guerre précoce alors que l'Allemagne était encore la première puissance européenne. Les événements, les horaires des chemins de fer, les courses aux armements navals, les ministres russes souffrant de troubles mentaux et bien d'autres causes proposées pour le déclenchement de la guerre ont bien sûr joué un rôle, mais la fin de l'ère du charbon a été à la base de la géopolitique de l'époque.

Les brèves "années folles" américaines, basées sur le pétrole, ne se sont pas reproduites ailleurs. La Grande-Bretagne et la France ont été ruinées par la guerre. L'Allemagne est ruinée par les réparations. La Russie s'est effondrée dans la révolution et la guerre civile. Et l'enthousiasme des Américains a été rapidement anéanti par le krach de Wall Street et la décennie de dépression qui a suivi.

C'est à partir du malaise de l'après-guerre et de l'effondrement final que l'orthodoxie économique dominante a fait l'objet de critiques contradictoires. Et si peu de ces critiques ont compris le rôle central de l'énergie dans l'économie, quelques-uns l'ont compris. Le plus notable est le chimiste anglais **Frederick Soddy**, lauréat du prix Nobel, qui a synthétisé et développé les travaux d'autres personnes pour élaborer une économie alternative plus complète :

*"La véritable richesse, selon Soddy, est celle qui nous procure un niveau de vie élevé. C'est la capacité d'effectuer un véritable travail physique, au-delà de ce que nous pouvons accomplir avec nos mains. Et la source de cette capacité est toute forme d'"énergie utile incorporée". Ce n'est pas une coïncidence si l'augmentation rapide du niveau de vie qui a débuté il y a environ 250 ans s'est accompagnée d'une pléthore d'innovations mécaniques, dont la majorité nécessite des apports énergétiques pour fonctionner. Les économistes comme les profanes admirent l'étincelle de l'invention humaine, mais oublient commodément le combustible qui les alimente..."*

*"Pour Soddy, la richesse réelle doit obéir aux lois de la physique, tandis que l'argent et les dettes ne sont que des constructions sociales importantes. Paradoxalement, l'économie néoclassique semble habiter un univers parallèle où la richesse peut être créée à volonté, où l'argent n'est pas pertinent, mais où les dettes sont une réalité tangible !"*

Pendant un moment, les économistes orthodoxes, qui n'avaient pas su prévoir la crise et dont les remèdes ne faisaient qu'aggraver la situation, ont semblé être dépassés par quelque chose qui s'apparentait à une "économie politique" plus ancienne, qui menaçait d'ancrer l'économie dans les réalités de l'énergie et des ressources matérielles... et puis la Seconde Guerre mondiale est arrivée. Il n'y avait pas de temps pour des débats ésotériques sur la nature de l'économie lorsque l'ennemi était aux portes. Les États-Unis se sont donc attelés à la tâche d'extraire suffisamment de pétrole pour alimenter une économie de guerre plus importante que jamais auparavant. Et dans l'après-guerre, ce pétrole a été utilisé pour reconstruire les économies de l'Europe et du Japon. Avec le boom d'après-guerre basé sur le pétrole en plein essor, nous pouvions commodément oublier l'économie politique fondée sur des penseurs comme Soddy, qui est mort dans l'obscurité en 1956. Néanmoins,

son analyse du krach de 1929 et de la dépression qui s'en est suivie peut être appliquée de la même manière à la période allant du pic de la production de pétrole conventionnel en 2005 au krach de 2008 et à la dépression qui s'en est suivie :

*"Le message de Soddy livre quelques vérités inconfortables sur qui nous sommes (nous sommes soumis à la nature, pas omnipotents), et sur ce à quoi nous pouvons aspirer (nous ne pouvons pas construire une économie sur des plans d'enrichissement rapide, alors oubliez de retourner cette maison, de gagner à la loterie nationale ou de tenter votre chance dans des émissions de talents à la télévision). Il a clairement souligné l'absurdité de voir tout le monde essayer de vivre des intérêts de l'épargne. Il est certain qu'un groupe pourrait y parvenir, mais il serait insensé de penser qu'une société entière puisse accroître son pouvoir d'achat global par la même méthode. La plupart d'entre nous sont peut-être câblés pour croire au conte de fées du profit perpétuel et de la croissance infinie. Non seulement les vues de Soddy étaient profondément désagréables pour la structure de pouvoir existante de la société, mais elles allaient probablement aussi à l'encontre du grain de l'instinct humain."*

Avec le pic de toute la production pétrolière en 2018 et après la désintégration résultant de la pandémie, nous pourrions bientôt vouloir revisiter les écrits de Soddy pour une explication des malheurs économiques qui sont déjà visibles. Et peut-être pourrions-nous au moins commencer à tirer les leçons que nous avons jusqu'à présent repoussées. Car nous avons laissé à la Terre Mère le soin de mettre un terme à notre quête de croissance infinie sur une planète finie, plutôt que d'emprunter la voie peu ragoûtante de l'autodiscipline pour limiter notre impact sur la seule planète capable d'entretenir la vie que nous connaissons.

L'effondrement énergétique qui nous attend va être désagréable. Avec l'effondrement des chaînes d'approvisionnement mondiales, nous serons tous matériellement plus pauvres. Des choses que nous considérons comme acquises aujourd'hui - comme la possibilité de voyager à plus de quelques kilomètres ou la disponibilité de médicaments et de techniques chirurgicales pour les maladies les plus courantes - vont disparaître. Même l'abondante nourriture dont disposent ceux qui ont la chance de vivre dans des pays développés va probablement se réduire à ce qui peut être produit localement, avec un commerce régional plutôt que mondial. Et lorsque les combustibles fossiles s'épuiseront, tous les objets qui en dépendent - y compris les camions, les bateaux, les éoliennes, les panneaux solaires et les voitures électriques - ne seront pas loin derrière.

D'une manière ou d'une autre, la population humaine devra revenir à sa taille préindustrielle. Si nous n'avons pas de chance, cela sera rapidement provoqué par nos vieux amis les guerres, la famine et la peste. Si nous avons de la chance, cela se produira lentement grâce à la combinaison de la baisse du taux de natalité et de la diminution de l'espérance de vie. Le plus probable est qu'il s'agira d'une combinaison des deux. Et même dans ce cas, les survivants devront vivre avec les dommages que 300 ans d'industrialisation ont causés à l'habitat humain - la vie sur Terre se poursuivra avec un réchauffement planétaire de trois ou quatre degrés, mais la vie humaine pourrait devenir impossible.

Rien que pour des raisons de densité énergétique, l'hydrogène et l'énergie nucléaire ont le potentiel d'offrir une version différente de l'avenir. L'hydrogène est environ trois fois plus dense en énergie que le carburant diesel. Malheureusement, l'hydrogène n'existe pas en tant qu'élément sur Terre. Et même lorsqu'il est séparé, il se présente sous la forme d'un gaz très léger. Par conséquent, l'énergie potentielle supplémentaire de l'hydrogène est perdue dans les processus de séparation - du gaz fossile ou de l'eau - et de concentration en un liquide sous pression. L'uranium et le thorium sont des dizaines de milliers de fois plus denses en énergie que le gazole, avec le potentiel de fournir un tel surplus d'énergie que le monde tel que nous le connaissons aujourd'hui serait transformé au-delà de toute reconnaissance. C'est pourquoi les décideurs de l'humanité ont - discrètement jusqu'à présent - expérimenté des technologies de réacteurs très différentes des réacteurs à eau pressurisée de la guerre froide.

Mais si l'humanité devait mettre la main sur des volumes aussi énormes d'énergie excédentaire sans d'abord comprendre et corriger la façon dont nous avons généré nos problèmes actuels, il n'est pas certain que nous

soyons suffisamment évolués pour qu'on nous fasse confiance pour utiliser cette énergie de façon durable. Peut-être que la seule chose pire que notre effondrement économique, énergétique et environnemental dans un futur proche serait un autre afflux encore plus puissant d'énergie excédentaire, conduisant à un effondrement économique, énergétique et écologique encore pire dans le futur...

**▲ RETOUR ▲**

## ***Les grands gouvernements font de COVID-19 une affaire fédérale***

**Bill Bonner | 3 août 2021 | Le journal de Bill Bonner**



**POITOU, FRANCE - *Nous aimons un bon défilé autant que les autres.***

Et une bonne guerre.

Le son de la trompette ! L'éclat des médailles ! Le frisson des rangs... en marche vers la victoire !

Sur le champ de bataille, les troupes de première ligne leur donnent du fil à retordre... tandis qu'à la maison, maman et papa suivent le glorieux combat à la radio... fiers de leurs fils et de leurs filles...

Et tant que l'argent continue à couler à flots... qui se soucie de ce qui se passe réellement ?

### **Opportunité de carrière**

**"La guerre est la santé de l'État",** comme le disait l'écrivain Randolph Bourne.

**Surtout une guerre qu'il ne peut pas gagner,** ajoute Bill Bonner.

**Et maintenant, avec les "infections révolutionnaires", les nouveaux "variants" et les personnes vaccinées qui tombent encore malades...**

Hey, comme la guerre contre la pauvreté, la guerre contre la drogue, et la guerre en Afghanistan, la guerre contre le COVID-19 s'avère être une opportunité de carrière pour les fédéraux...

...et une véritable mine d'or pour leurs principaux fournisseurs - les compagnies pharmaceutiques. Forbes rapporte :

*Operation Warp Speed (OWS) - le programme d'aide du gouvernement américain pour le Covid-19 - distribuerait 22 milliards de dollars à Big Pharma.*

*Les montants sont du type de ceux que l'on voit normalement dans les petits postes du budget de la défense, mais ils sont énormes pour un projet de santé publique : 2,5 milliards de dollars à Moderna,*

*1,2 milliard de dollars à AstraZeneca, un demi-milliard de dollars à Johnson & Johnson et 1,6 milliard de dollars à une petite société appelée Novavax. Seul Pfizer a renoncé à participer à l'auge dans un premier temps, car il ne voulait pas consacrer de ressources à la coordination de son travail avec le gouvernement américain.*

*En juillet, Pfizer a signé un contrat de 1,95 milliard de dollars pour vendre cent millions de doses de son vaccin à deux doses aux États-Unis, soit suffisamment pour cinquante millions de personnes.*

Cette opération s'est avérée rentable pour Pfizer. Le New York Times :

### **Pfizer récolte des centaines de millions de bénéfices grâce au vaccin Covid**

*Le vaccin a rapporté 3,5 milliards de dollars de recettes au cours des trois premiers mois de cette année, soit près d'un quart de ses recettes totales, selon Pfizer. Le vaccin était, de loin, la principale source de revenus de Pfizer.*

## **Affaire fédérale**

Lorsque le COVID-19 a été découvert, partout dans le monde, les autorités auraient pu le traiter comme n'importe quel autre problème de santé.

Elles auraient pu alerter les autorités locales... et avertir les personnes vulnérables de se mettre à l'abri.

Au lieu de cela, pour le meilleur ou pour le pire, presque toutes les grandes nations - sauf, peut-être, la Suède - en ont fait une affaire fédérale.

Ils sont entrés en guerre.

Ils ont tenté d'arrêter le virus... de l'isoler... de retrouver les porteurs... de bloquer la transmission... et d'étouffer sa propagation. La stratégie semblait assez raisonnable, si votre but était de le traiter comme un ennemi.

Mais le virus a dû casser le code. Il semblait savoir ce que les maréchaux étaient en train de faire. Il a changé de tactique.

Sa nouvelle variante Delta se déplace rapidement. Il se faufile à travers nos lignes, même celles des vétérans qui sont complètement vaccinés.

Et voici les dernières nouvelles du front, selon le Washington Post :

### **La Floride bat le record des nouveaux cas de coronavirus, alors que la vague d'infections traverse l'État.**

*Les données montrent la gravité de la flambée en Floride, l'épicentre de l'épidémie américaine, qui est désormais responsable d'une nouvelle infection sur cinq au niveau national. Le précédent pic en Floride remontait au 7 janvier, date à laquelle l'État avait signalé 19 334 cas, selon les CDC, avant la généralisation de la vaccination contre le coronavirus. La Floride a signalé une moyenne de 15 818 nouveaux cas par jour au cours des sept derniers jours, selon les données compilées par le Washington Post.*

Les meilleures guerres - du point de vue des fédéraux - sont celles où l'ennemi n'abandonne jamais... mais ne peut pas non plus gagner.

Alors, le conflit s'éternise pendant des années.

Les fédéraux dépensent des trillions... obtiennent des promotions sur le champ de bataille... et récompensent leurs amis avec des contrats (garantissant une riche retraite aux initiés en tant que "consultants" de leurs anciens fournisseurs).

## Victimes criminelles

Jusqu'à présent, il n'y a toujours pas de preuve concluante que partir en guerre contre le virus est vraiment payant. Les titres des journaux sont pleins d'alarmes.

Mais les statistiques de décès montrent qu'il n'y a guère de lien entre l'effort de guerre et le nombre de morts. Malgré son approche sans souci, la Suède compte moins de décès pour 100 000 habitants que les États-Unis, le Royaume-Uni, la France ou l'Italie.

L'Argentine est remarquable, avec un taux de mortalité plus élevé que tous ces pays... et aussi les mesures de contrôle les plus strictes.

Nous avons passé neuf mois là-bas l'année dernière. Les barrages routiers nous empêchaient d'aller partout. Tout était fermé. Le pays tout entier était verrouillé... Il fallait une autorisation spéciale pour entrer ou sortir.

Et maintenant, l'Argentine montre la voie de l'avenir (nous le craignons) en transformant les victimes en criminels. Oui, les gauchos sévissent. Voici un message reçu d'amis :

Le journal Infobae d'aujourd'hui indique que 20 personnes ont été contaminées par la version Delta du COVID-19 et que cinq autres ont été arrêtées pour avoir violé les articles 202 et 205 du Code pénal argentin.

L'article 202 du code pénal argentin dit [dans une traduction maladroite] :

*"Sera punie de la réclusion ou de l'emprisonnement de trois à quinze ans la personne qui propage une maladie dangereuse et contagieuse à d'autres personnes..."*

L'article 205 du Code Pénal Argentin dit :

*"Sera puni d'une peine d'emprisonnement de six mois à deux ans celui qui enfreint les mesures adoptées par les autorités compétentes pour empêcher l'introduction ou la propagande [il faut probablement dire propagation] des moyens "d'une épidémie"."*

## Trouvés et condamnés

Partout dans le monde, comme nous l'avons signalé la semaine dernière, les guerriers sont à bout de patience avec les malingres et les pacifistes.

Loin d'abandonner la guerre comme une cause perdue, ils veulent un sursaut.

Voici les dernières nouvelles en provenance de la face cachée de la Terre, le Daily Mail :

*L'Australie utilise des hélicoptères et l'ARMÉE pour faire respecter son verrouillage "Zéro Covid" alors que des milliers de policiers inondent Sydney pour faire respecter les règles et distribuer des amendes de 500 \$ pour absence de masque - avec seulement 17% des adultes vaccinés.*

*Les sirènes ont retenti dans toute la ville et un message draconien a été diffusé depuis le ciel, alors*

*que des millions de personnes ont été informées : " C'est un ordre de santé publique - n'enfreignez pas les règles - vous serez trouvés et des amendes vous seront infligées " .*

Oui... le COVID-19 semble être là pour rester... ainsi qu'une longue guerre contre lui.

Et demain, nous nous pencherons sur un autre ennemi... et une autre guerre "*transitoire pour toujours*".

**▲ RETOUR ▲**

## .Sale temps pour la science

**Didier Mermin 3 août 2021**



**Aussi imparfaite soit-elle, « la vérité scientifique » est indispensable à la paix sociale et au débat démocratique.**

Ce qu'on appelle « *la science* », sans bien savoir de quoi il s'agit, est en train de perdre son aura, et fait l'objet d'une crise de confiance sans précédent. Il est loin le temps où un Flaubert pouvait lui confier tous ses espoirs : elle est désormais attaquée de l'intérieur par des scientifiques réputés, elle l'est comme toujours par l'extrême-droite, elle l'est enfin, et c'est dramatique, par une partie de « *la gauche* » qui a lâché les amarres avec le marxisme. Cela autorise d'imaginer un avenir sombre où « *la vérité* », ne pouvant plus être scientifique, sera exclusivement idéologique et politique, et ainsi soumise à l'arbitraire des puissants et de l'ordre établi. On le devra, entre autres causes, à une **foule d'ignorants idéalistes** qui se veulent progressistes, anti-fascistes et anti-système, le plus souvent écologistes, mais qui, n'ayant aucune idée de la chose scientifique, n'ont de cesse d'en saper les fondements.

Et voici maintenant [cet article](#) qui donne raison aux naïfs pourfendeurs de « la science » : « *The Collapse of Science: Why **we Need a new Paradigm** for the Third Millennium* ». Il est signé [Ugo Bardi](#), un chimiste italien *a priori* au-dessus de tout soupçon. Faisant parler l'Histoire comme un ventriloque sa marionnette, il présente « la science » en système homologue au christianisme, et soutient qu'elle est « *caduque* ». Il prétend qu'elle va s'effondrer comme le paganisme en son temps, et pour la même cause d'« *incompatibilité avec la société* »<sup>1</sup>, alors qu'il n'existe pas de déterminisme historique : le paganisme n'a pas disparu au terme d'un processus naturel, mais par la [volonté politique des chrétiens](#). La personne qui a posté cet article n'est à nos yeux ni ignorante ni idéaliste, mais s'est laissée abuser par la réputation de l'auteur, et l'impression de rationalisme que

dégage son texte, car il recèle une part de vérité : « *la science* » est effectivement mise à mal, et l'on devine qu'elle ne suffira pas à nous sortir de l'hyper-crise dans laquelle nous sommes plongés.

Le seul processus susceptible d'avoir lieu, (parce que beaucoup de gens y trouveraient un avantage politique), est celui d'une évolution de la société conduisant celle-ci à évincer « *la science* », étant entendu qu'elle ne disparaîtrait pas de l'économie qu'elle irrigue de ses innovations.<sup>2</sup> Il est possible qu'un processus d'éviction soit en cours, mais pas sous la forme d'une « *campagne de diffamation* », c'est plus pernicieux.

Les premières attaques remontent aux négationnistes qui nient des faits historiques « *malgré la présence de preuves flagrantes rapportées par les historiens, et ce à des fins racistes ou politiques* ». Et Wikipédia de préciser :

*« On peut légitimement parler de négationnisme lorsque de telles méthodes sont employées, lorsque les faits contestés ont été **indubitablement établis** et lorsque les motivations ne sont pas exclusivement la recherche des faits historiques mais la volonté de promouvoir une idéologie, (...) »*

Il existe donc des **faits indubitables**, alors que le négationnisme, avec ses propres méthodes, soutient que c'est impossible. Tant que cette position reste confinée à la recherche historique, elle est tout à fait légitime, (c'est le job des historiens d'en débattre), mais si elle s'installe dans l'espace public, elle pose un problème d'une autre nature : c'est « *la science* » qui se trouve contestée dans ses fondements, ainsi que « *la vérité* » nécessaire à la paix sociale et au débat démocratique.

Opposée à « *la science* » qui a pour vocation d'établir « *la vérité des faits* », se dresse aussi, depuis de nombreuses années, ce qu'on appelle « *l'ère post-vérité* » que Wikipédia définit ainsi :

*« une culture politique au sein de laquelle les leaders politiques orientent les débats vers l'émotion en usant abondamment d'éléments de langage et en ignorant (ou en faisant mine d'ignorer) les faits et la nécessité d'y soumettre leur argumentation (...) ».*



Cette « *culture politique* » établit le mensonge comme méthode de gouvernement, (ou de persuasion des foules, ça revient au même), sur le modèle de la célèbre fiole de **Colin Powell à la tribune de l'ONU**, fiole dont le contenu n'a jamais été divulgué<sup>3</sup> mais qui était censé « *prouver* » que l'Irak détenait des armes chimiques. L'on voit bien que, si ce genre de « *preuve* » devait obtenir la même reconnaissance qu'une preuve scientifique, alors cette dernière ne s'en trouverait pas grandie. On n'en est pas encore là, certes, mais il n'en reste pas moins que les politiques se dispensent, quand cela les arrange, de soumettre leurs argumentations à « *la vérité des faits* », et qu'ainsi ils se soustraient aux exigences de « *la science* ».

Un troisième phénomène contribue à saper sa légitimité : **la contestation du consensus** de l'intérieur, par des scientifiques reconnus. Nous qualifions ceux-ci de renégats car, au contraire des négationnistes historiques qui ont mis au point des méthodes, eux n'en ont aucune. S'adressant directement au public et non à leurs pairs, ils jouent du mensonge comme d'une mandoline. Ils n'ignorent rien des arcanes de « *la science* », ils savent très bien ce que vaut le consensus et comment il se forme, mais ils passent pour être les seuls crédibles aux yeux de nos ignorants idéalistes. Il en résulte pour ceux-ci que « *la vérité scientifique* » n'est plus celle de « *la science officielle* », mais au contraire celle de ces contestataires qui passent pour des héros, et leurs mensonges pour des vérités. Plus ce phénomène prendra de l'ampleur, plus « *la science* » se verra dégradée, possiblement jusqu'à disparaître du champ social.



Quatrième phénomène d'importance : la disparition pure et simple de toute « *figure d'autorité* ». La presse écrite d'autrefois, qui servait de filtre et d'arbitre, s'est muée en « *médias mainstream* » subventionnés et décrédibilisés, et concurrencés par n'importe qui sur le Net, des blogueurs les plus sérieux comme [Olivier Berruyer](#) aux sites les plus mensongers. Cette disparition joue un rôle primordial car les ignorants ne peuvent pas se satisfaire des vérités scientifiques : leur esprit critique en fait des « *produits du système* », des choses aussi frelatées que la malbouffe dans nos assiettes. Ils ont besoin que « *la vérité* » sorte toute nue de la bouche d'une personne, qu'elle existe **en acte** et relève d'un **lien de confiance**. Ils ont aussi besoin de **certitudes** simples, basiques et « *solides* » sur lesquelles on peut compter, mais qui se soldent par des généralités dépourvues de sens pour les scientifiques.<sup>4</sup>

*Last but not least*, la **désinformation émanée de l'industrie** contribue à brouiller, pour ne pas dire ruiner, l'image de « *la science* » auprès d'un certain public anti-système. Il est indéniable que le capitalisme fait un usage détestable de ses applications, mais cela n'invalide pas ses fondements, et, pour ne prendre qu'un exemple caricatural, l'on ne peut quand même pas attribuer à [Alexander Fleming](#) l'usage ô combien abusif des antibiotiques dans les élevages industriels.

\*\*\*

Arrêtons-nous maintenant sur le déterminisme d'Ugo Bardi, car il l'a fondé sur un moralisme que partagent nos ignorants idéalistes. Il nous dit que les sociétés humaines sont naturellement dotées d'une sorte de système immunitaire qui les pousse à rejeter les éléments **corrompus**. Mais *quid* des corrupteurs ? N'ayant pas un mot pour eux, on doit supposer que la société les conserve, mais alors... quel avenir pour le *new paradigm* dans ces conditions ? N'est-il pas promis à la corruption avant même de naître ? On voit bien que cette logique ne colle pas, mais elle explique pourquoi **il charge « la science » de tous les maux** : quand on veut noyer son chien...

*« Enfermée dans un carcan idéologique, la science souffre beaucoup : les scientifiques sont des êtres humains et ils ne sont pas invulnérables à la corruption. Et la corruption se propage rapidement, en particulier dans les domaines où la science est en contact étroit avec des marchés rentables : médecine, produits chimiques, cosmétiques, alimentation, énergie et autres. De plus, la science souffre de copinage, d'élitisme, d'incapacité à innover, de manque de normes, d'auto-référencement, etc. »*

Quel est donc ce « *carcan idéologique* » ? Serait-ce que les méthodes de la **recherche** scientifique, (fondées sur des normes rigoureuses), empêcheraient les hommes de voir « *ce que leur cœur peut découvrir en un instant* » selon un certain [Satprem](#) ?<sup>5</sup> Ce carcan ne serait-il pas plutôt le fait du « *système* » qui astreint effectivement « *la science* » à privilégier les « *sciences dures* » et la recherche privée ? Et quand il dit qu'elle « *souffre de copinage* », pense-t-il aux magouilles dont elle n'est certes pas exempte<sup>6</sup>, ou veut-il dire, à l'instar des « *climato-réalistes* », que le consensus scientifique est une affaire de copains ? Dans le premier cas, les principes scientifiques ne sont pas affectés, dans le second, Bardi formule un gros mensonge. Quant aux autres maux, qu'il énumère sans en justifier un seul, il y a fort à parier que, faute de vaccin pour s'en prémunir, ils auraient tôt fait de contaminer n'importe quel successeur.

\*\*\*

Cette brève critique montre qu'il faut soigneusement distinguer, comme nous le faisons à longueur de billets, ce qu'est « *la science* » dans ses principes et ce qu'elle est dans « *le système* ». Rejeter la première avec l'eau du bain, ce n'est vraiment pas une bonne idée : cela revient à laisser le champ libre au « *système* ». L'idéal serait au contraire de **revendiquer** « *la science* » comme un **enjeu primordial**, comme un **bien commun** dont l'usage et le contrôle ne doivent pas être réservés aux puissants. Parce que, bon, le cœur c'est bien gentil, mais s'il est un organe corrompu entre tous, c'est bien lui justement. Allez demander aux *pro-life* d'avoir du cœur, c'est-à-dire

de prendre en compte la **condition réelle** des femmes interdites d'avortement ! Avoir du cœur suppose de connaître **la réalité des faits**, (sans cela Coluche n'aurait jamais créé ses Restos), et c'est justement cette réalité-là que « *la science* » entoure de sa rigueur méthodologique, alors que ses adversaires lui opposent des « *vérités* » de principe, par exemple que les pauvres sont responsables de leur condition. Nos splendides pourfendeurs de « *la science* » ne voient pas qu'ils destinent « *la vérité* » à n'être tranchée que sur la base de principes, et qu'à ce petit jeu ils seront perdants, car les poules auront des dents avant que leur cœur ne gouverne la société. Nous admettons cependant que c'est bien « *le cœur* » qui est aux commandes, mais celui de gens qui protègent leurs intérêts envers et contre tout, et qui ne souhaitent surtout pas que « *la vérité des faits* » préside à leurs décisions. (A moins qu'elle n'arrange leurs affaires, comme c'est le cas avec les vaccins.) D'où la question finale que nous adressons à nos bons apôtres anti-science : qui dicterait « *la vérité des faits* » si « *la science* » devait perdre sa position d'arbitre ?

## NOTES :

1 « *incompatibilité avec la société* », en voilà une cause qu'elle est précise et pas cousue de fil blanc !

2 Selon une statistique peu connue, il paraît que 70% des produits commercialisés reposent sur la physique quantique : ce sont tous les produits qui contiennent de l'électronique, celle-ci reposant quasi exclusivement sur les semi-conducteurs.

3 Il n'y avait évidemment aucun intérêt à vérifier le contenu de la fiole de Powel, car cela n'aurait rien prouvé. La « *preuve* », c'était la fiole elle-même, censée contenir un prélèvement effectué sur un site irakien.

4 Exemple de « *généralité* » qui n'a aucun sens pour les scientifiques : « *les vaccins sont sûrs* » et son contraire : « *les vaccins ne sont pas sûrs* ». En fait, chaque vaccin doit être dûment testé, et sa sûreté, ainsi que son efficacité, ne sont jamais absolues, elles s'appréhendent en termes probabilistes.

5 Citation complète mais douteuse faite par un proche : « *La science permettra aux hommes de découvrir la vérité, mais ils mettront des siècles à découvrir ce que leur cœur peut découvrir en un instant.* »

6 Les femmes scientifiques sont souvent victimes de magouilles qui les dépouillent de leurs mérites, c'est « *l'eff-  
fet Matilda* ». Les coupables nient les faits, **évidemment**. En pratique, « *la science* » souffre de bien d'autres magouilles, c'est indéniable, notamment de ces études bidons financées par l'industrie, et diffusées dans les médias de façon à faire croire à de la vraie science.

---

Illustration : [Carnegie Science](#)

Plus de publications sur Facebook : [Onfonedanslemur](#)

Adresse de base du blog : <https://onfonedanslemur.wordpress.com/>

**▲ RETOUR ▲**

## **#207. Le dollar pourrait-il craquer ?**

**Tim Morgan Publié le 2 août 2021**

**MESURER LA PRIME USD**



Quelle est la taille de l'économie chinoise ? D'un côté, il est facile de répondre à cette question : l'année dernière, le PIB de la Chine s'élevait à 91 000 milliards de RMB.

Mais à des fins de comparaison, quelle est la valeur de ce chiffre en dollars ? Des sources autorisées vous diront que le PIB chinois en dollars était de 14,7 milliards de dollars en 2020. Ces mêmes sources vous diront également qu'il était de 24,1 milliards de dollars. C'est une énorme différence. Sur la première base, l'économie chinoise reste 30% plus petite que celle des États-Unis (20,9 milliards de dollars). Sur la seconde, elle est déjà 15% plus grande.

L'explication de cette très grande différence réside, bien sûr, dans les deux manières de convertir en dollars les données économiques des pays autres que les États-Unis. L'une d'elles consiste à appliquer les taux de change moyens du marché pour la période en question. Par commodité, nous pouvons appeler cela *la conversion de marché*.

L'alternative est la **PPA**, qui signifie "*parité de pouvoir d'achat*". Pour appliquer cette conversion, les statisticiens comparent les prix des mêmes produits et services dans différents pays. (Un de ces produits courants est le hamburger, c'est pourquoi, à ses débuts, la PPA était parfois appelée "la norme du hamburger"). Les différences entre les calibrations du PIB par le marché et par les PPA sont énormes. L'année dernière, le PIB mondial était de 85 000 milliards de dollars selon la convention du marché, mais de 132 000 milliards de dollars selon la PPA. En même temps, l'utilisation de la conversion PPA diminue la part de l'Amérique dans l'économie mondiale. L'année dernière, les États-Unis représentaient 25 % du PIB mondial en termes de marché, mais seulement 16 % sur la base de la PPA.

L'utilisation de la PPA au lieu de la conversion du marché ne rend pas l'économie "plus grande", bien sûr. Cela signifie simplement qu'une valeur monétaire plus élevée est attribuée à l'activité économique en dehors des États-Unis.

Il n'y a pas de "bonne" ou de "mauvaise" façon de convertir les chiffres économiques non américains en dollars. Dans une certaine mesure, il s'agit de choisir la convention la mieux adaptée au sujet examiné. La conversion en dollars du marché est appropriée pour les valeurs de transaction, comme le commerce, et les actifs et passifs transfrontaliers. La PPA fournit une meilleure mesure de la taille comparative des économies dans le monde. (Le modèle économique SEEDS produit des résultats parallèles sur les deux conventions, mais avec une préférence pour les PPA).

À des fins macroéconomiques, la convention PPA est sans doute plus significative que la conversion du marché, car elle reflète mieux l'échelle économique de pays comme la Chine et l'Inde. En outre, elle laisse de côté le sentiment du marché et les vicissitudes à court terme. La conversion PPA existe depuis des décennies et est effectuée par des autorités réputées, de sorte que nous pouvons l'accepter comme une base alternative valide et cohérente de comparaison des devises.

Les taux du marché sont déterminés par de nombreux facteurs autres que la comparaison économique. Les

acteurs du marché des changes ont de multiples raisons d'aimer ou de ne pas aimer les différentes devises. Leurs opinions ne constituent pas des "faits" économiques.

La réaction au vote du "Brexit" en est un exemple évident. Les citoyens britanniques ne se sont évidemment pas réveillés 20 % plus pauvres le matin suivant le référendum, mais c'est ce qu'impliquait l'évaluation de l'économie britannique par le marché en dollars. De même, la conversion au taux du marché nous demande de croire que l'économie de la Russie, riche en ressources naturelles, est beaucoup plus petite (1,4 milliard de dollars) que celle de l'Italie (1,9 milliard de dollars).

Les populations de Russie, de Chine, d'Inde et d'ailleurs ne sont pas plus pauvres parce que les marchés des changes n'aiment pas, relativement parlant, leurs monnaies. La sous-évaluation de la monnaie par rapport à la PPA rend certes les importations de ces pays plus chères, mais elle confère également un avantage concurrentiel à leurs exportations.

## Étalonnage de la prime de marché en dollars

À l'heure actuelle, l'importance de disposer de deux conventions de conversion des devises réside dans le fait que cela nous permet d'évaluer le dollar lui-même. En utilisant des données économiques mondiales remontant à plus de quatre décennies, nous pouvons examiner la relation entre la PPA et les évaluations du dollar par le marché.

En 2020, par exemple, le PIB du monde hors États-Unis (WOUSA) était de 63 milliards de dollars sur la base du marché, mais de 111 milliards de dollars en termes de PPA. Nous pouvons en déduire, soit que la conversion du marché sous-évalue l'économie de WOUSA, soit que le dollar du marché s'échange à une prime par rapport à son équivalent PPA.

Par commodité, nous pouvons appeler cette différence la prime du dollar du marché, et calculer le ratio pour 2020 à 1,74:1. En d'autres termes, le dollar du marché a affiché une prime de 74 % par rapport au dollar PPA l'année dernière.

Il n'y a rien d'anormal à ce que le dollar bénéficie d'une prime de valorisation par rapport aux autres monnaies. La prééminence du dollar remonte à 1945, lorsque l'Amérique représentait la moitié de l'économie mondiale et était le premier créancier du monde. Après tout, le dollar est la monnaie de réserve du monde et la référence par rapport à laquelle les autres monnaies sont mesurées. La plupart des échanges de pétrole continuent de se faire en dollars, ce qui constitue une "pétro-propulsion" pour le dollar, car quiconque veut acheter du pétrole doit d'abord acheter des dollars.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que la comparaison des PPA révèle une prime en dollars du marché. Ce qui est intéressant, cependant, c'est la tendance à la hausse de cette prime.

En 1980, elle était de 30 %. Elle a atteint 40 % en 2001, et 50 % en 2005-2006. La prime en dollars du marché a atteint 60 % en 2009 et 70 % en 2015. D'après les projections du consensus, la prime devrait continuer à augmenter, passant de 74 % l'année dernière à 79 % en 2026. Le plus frappant est peut-être que la prime en dollars est deux fois plus importante aujourd'hui (74 %) qu'en 1999 (37 %).

L'attachement du marché à une prime croissante sur le dollar a-t-il un sens économique ? On peut au moins soutenir qu'il n'en est rien. Indépendamment de la montée en puissance d'économies telles que la Chine - et de la baisse de la part de l'Amérique dans le PIB mondial - il y a des raisons de penser que la prééminence économique des États-Unis est en train de s'éroder et que la prime de marché du dollar, loin de s'accroître, devrait se contracter.

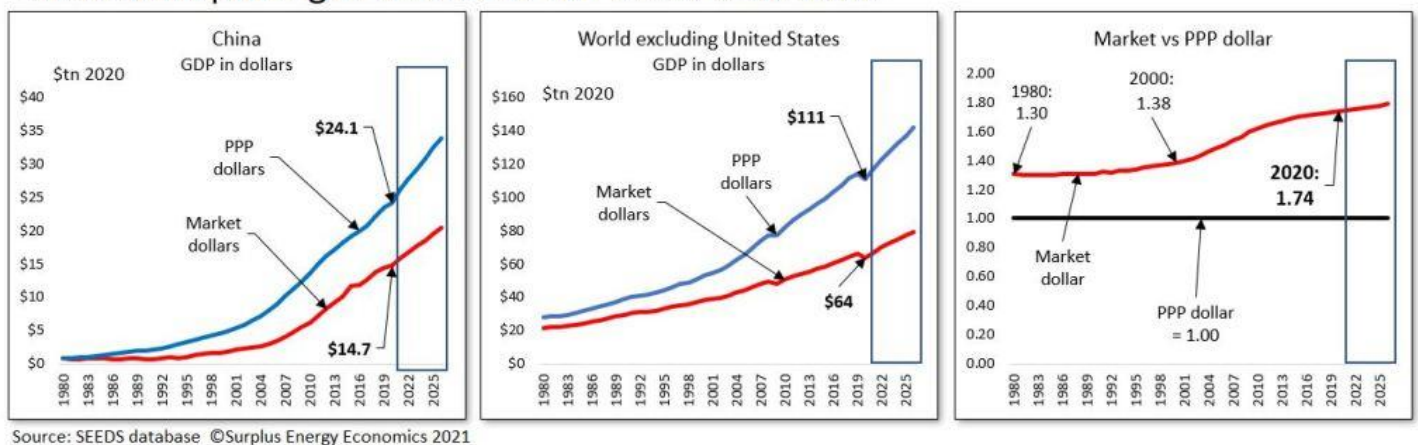
Les effets négatifs les plus évidents de la prime de marché en dollars se situent dans les sphères fiscales et

monétaires. À partir de 2008, la Fed a mené des politiques de monétisation à une échelle gargantuesque, faisant passer les actifs de la Fed de 0,8 milliard de dollars en juin 2008 à 8,1 milliards de dollars aujourd'hui. Les taux d'intérêt sont inférieurs à toute estimation réaliste de l'inflation depuis la crise financière mondiale (GFC) de 2008-09 et, avec l'inflation qui augmente maintenant, ils sont négatifs à hauteur d'au moins 4,0 %, et probablement plus. L'administration semblant être accro à la relance budgétaire et la Fed étant apparemment prête à continuer à monétiser les déficits, ces tendances semblent devoir se poursuivre.

La réduction ou l'inversion de l'assouplissement quantitatif - ou, d'ailleurs, la hausse des taux pour contrer l'inflation - provoquerait une répétition fortement amplifiée du "taper tantrum" de 2013, et le resserrement de la politique monétaire pourrait nuire à l'économie américaine, déclencherait de fortes baisses des prix des actifs et ferait grimper le coût des emprunts publics. Ni la monétisation, ni la création monétaire à grande échelle, ni les taux réels négatifs ne peuvent être considérés comme positifs pour la valeur d'une monnaie.

Il y a donc un risque évident que les États-Unis poussent trop loin le "privilège exorbitant" du dollar. Entre-temps, la Fed doit également tenir compte du système bancaire parallèle, parfois appelé "intermédiation financière non bancaire". Ce n'est pas le lieu pour un examen détaillé du shadow banking, mais le système ressemble à une pyramide inversée, avec des actifs très importants (qui ont été évalués à 200 milliards de dollars) reposant sur une base étroite de garanties. Les obligations d'État en général, et les obligations américaines en particulier, jouent un rôle central dans ce collatéral.

### Exorbitant privilege? Market vs PPP dollar valuations



En d'autres termes, une bataille royale risque de se dérouler entre, d'une part, l'inflation non "transitoire" et, d'autre part, les raisons pressantes de ne pas augmenter le coût de l'argent.

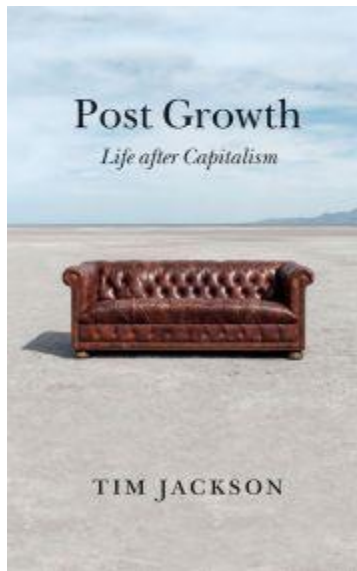
Cela pourrait ne pas avoir beaucoup d'importance si la prime de marché en dollars n'avait pas augmenté autant qu'elle l'a fait. L'utilisation de la PPA à des fins d'étalonnage n'est pas une pratique courante, mais les calculs nécessaires pour calibrer la prime de marché en dollars ne sont pas vraiment sortis de l'ordinaire - et les implications de ce calcul sont frappantes.

La conclusion semble être que le dollar s'échange aujourd'hui à une prime plus qu'exorbitante par rapport aux autres monnaies, au moment même où l'Amérique s'enlise dans un bras de fer entre relance et inflation.

▲ RETOUR ▲

## **Post-croissance : La vie après le capitalisme (Extrait)**

Par Tim Jackson, publié initialement par Resilience.org 18 mai 2021



**Post Growth, Note de couverture : Cet article est un extrait du livre de Tim Jackson, Post Growth, publié par Polity Press. Vous pouvez en savoir plus sur le livre sur leur site web [ici](#).**

*En tant que capitaliste, je crois qu'il est temps de dire tout haut ce que nous savons tous être vrai : Le capitalisme, tel que nous le connaissons, est mort.-Marc Benioff, 2019*

*Honteuse, déshonorée, pataugeant dans le sang et dégoulinant de crasse, la société capitaliste se tient ainsi debout.-Rosa Luxemburg, 1915*

*Notre vision dominante du progrès social est fatalement dépendante d'une fausse promesse : celle qu'il y aura toujours plus pour tout le monde. Forgé dans le creuset du capitalisme, ce mythe fondateur s'est dangereusement effiloché. La poursuite incessante de la croissance éternelle a engendré la destruction écologique, la fragilité financière et l'instabilité sociale.*

**Qui a tué le capitalisme ?**

### **Enquête sur les lieux du crime**

La réponse la plus évidente à cette question est : personne. Le capitalisme est bien vivant, merci beaucoup, et mène la grande vie à New York, Dubaï et Londres. Même à Pékin. Et Davos, certainement. Malgré leur anxiété, personne au Forum économique mondial n'était sérieusement sur le point d'abandonner le capitalisme. L'introspection était un spectacle élaboré. En fait, le principal résultat de cette surprenante autoflagellation a été un refrain trop familier : le capitalisme est mort ; vive le capitalisme !

Le capitalisme des parties prenantes, le capitalisme avec un objectif, le capitalisme "réveillé", comme le New York Times l'a appelé de manière amusante. Il s'agissait des nouvelles incarnations d'un ancien régime. Ils ont été présentés presque quotidiennement par ceux qui, parfois de leur propre aveu, avaient le plus bénéficié de l'ancien régime. (Pourquoi ne pas leur faire entièrement confiance ? Je ne peux pas l'imaginer !) Mais au-delà de la rhétorique parfois déplaisante et de l'impression indubitable que le pouvoir s'accroche au pouvoir, on se rendait compte que quelque chose d'extraordinaire était arrivé au récit fondateur sur lequel repose le progrès social. La question reste donc posée. Qui ou quoi était responsable ?

Depuis un certain temps déjà, le suspect le plus commode est la crise financière mondiale. Je ne compte plus le nombre de tentatives que j'ai vues pour comparer le taux de croissance moyen avant 2008 avec le taux de croissance moyen des années suivantes. Il est si facile de conclure que les problèmes sont dus aux "vents

contraires" persistants causés par la crise. Ces commentaires passent complètement à côté de l'essentiel. Le déclin était déjà en cours des décennies avant que la crise ne frappe. Le pic de croissance de la productivité du travail dans la plupart des économies avancées a été atteint il y a plus d'un demi-siècle.

De temps à autre, le soupçon s'est installé que les problèmes sont plus profondément enracinés. En novembre 2013, cinq ans après l'effondrement de Lehman Brothers, l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale et secrétaire au Trésor américain **Larry Summers** a prononcé un discours au Fonds monétaire international qui a provoqué une sorte d'onde de choc dans l'assistance. Les incertitudes persistantes de l'après-crise n'étaient pas seulement des contrecoups temporaires. Le problème sous-jacent est peut-être là pour toujours", a-t-il déclaré. Une croissance faible et en déclin pourrait bien être la "nouvelle normalité".

Summers n'était certainement pas le seul, ni même le premier, mais il était certainement l'économiste le plus connu à faire une telle affirmation. Les répercussions ont été profondes. Pendant un certain temps, il est devenu acceptable de poser des questions auparavant impensables. Et si la croissance n'était plus aussi forte ? Et si l'atonie de la demande était là pour rester ? Le terme de "**stagnation séculaire**" - inventé dans les années 1930 - a été remis au goût du jour pour décrire un phénomène qui devenait trop évident pour être ignoré : un déclin à long terme de plus en plus visible des taux de croissance, en particulier dans les économies matures de l'Occident. Comme l'a souligné le futurologue Martin Ford : *"Il y a de bonnes raisons de croire que la période économique de Boucles d'Or est terminée pour de nombreuses nations développées"*. La réputation du système économique (et de l'économie elle-même) a certainement pris un sacré coup lors de la crise financière et s'est efforcée de retrouver son dynamisme au cours de la décennie qui a suivi. Mais il est certainement erroné d'attribuer les malheurs du capitalisme à cette époque et à cette seule époque. Les fissures étaient déjà visibles sous la surface brillante bien avant que la crise ne les rende "manifestes".

## Fargonomie

Les changements économiques survenus dans les années 1980 constituent un autre suspect commun. L'économie du "monétarisme" annonçait un programme radical de privatisation et de déréglementation. Les politiques de marché libre à prédominance néolibérale d'aujourd'hui sont issues de cette époque. Elles ont eu un impact profond sur la société. C'est notamment depuis cette époque que les inégalités ont augmenté, que la dette s'est accrue, que les taux d'anxiété et de suicide se sont multipliés, que l'obésité et les maladies liées au mode de vie se sont accélérées.

En Amérique, le noyau emblématique du capitalisme, la moitié de la génération 1980 est absolument moins bien lotie que la génération de leurs parents au même âge", révèle Collier. Au cours des décennies qui se sont écoulées, le capitalisme a "continué à produire des résultats pour certains, mais en a laissé d'autres de côté".

C'est une bonne interprétation. La série policière **Fargo**, comédie noire de Noah Hawley, est moins aimable. Dans la deuxième saison de la série, qui se déroule en 1979, une famille locale de Fargo, dans le Dakota du Nord, affronte la tristement célèbre famille du crime de Kansas City et s'en sort plus mal. Dans le dernier épisode de la saison, l'un des gangsters du Kansas, Mike Mulligan (joué par Bokeem Woodbine), arrive au siège du syndicat en espérant une promotion pour son rôle dans la chute de la famille Fargo. On lui montre son nouveau bureau dans un bâtiment banal et son supérieur lui dit qu'il va "travailler en étroite collaboration avec le département de la comptabilité, afin de trouver des moyens d'optimiser les revenus". Mike est perplexe. C'est l'avenir", explique son directeur. Plus tôt vous réaliserez qu'il ne reste qu'un seul secteur d'activité dans le monde - le secteur de l'argent, juste des uns et des zéros - mieux vous vous porterez.

Le message de Hawley est clair, jusqu'à l'époque où se déroule l'histoire : 1979. C'est l'année où Ronald Reagan annonce sa campagne présidentielle et où Margaret Thatcher arrive au pouvoir au Royaume-Uni. Le monétarisme annonçait une ère dans laquelle, comme l'économiste de l'école de Chicago Milton Friedman l'a tristement déclaré, les affaires sont les affaires. La responsabilité sociale n'est pas pertinente. L'éthique de la ville est devenue pratiquement indifférenciable de celle du crime organisé. Le documentaire *Inside Job* (2010)

de Charles Ferguson et la comédie dramatique *The Big Short* (2015) d'Adam McKay - deux films sur la crise financière - vont dans le même sens.

Tout cela aurait consterné Adam Smith, le père fondateur du capitalisme. Mais il n'aurait pas été surpris. Il ne savait que trop bien que l'intérêt personnel, s'il n'est pas contrôlé, sape les avantages du marché. Un jour, il s'est délicieusement insurgé contre "un ordre d'hommes dont l'intérêt n'est jamais exactement le même que celui du public, qui ont généralement intérêt à tromper et même à opprimer le public, et qui, en conséquence, l'ont souvent trompé et opprimé". La cible de son attaque est "ceux qui vivent du profit", c'est-à-dire les capitalistes eux-mêmes.

Seul l'État pouvait contrer les dangers d'un intérêt personnel effréné, a compris Smith. La fantastique vanité du néolibéralisme a été de négliger complètement ce conseil. Au lieu de cela, il a soutenu que le capital devait être libéré du gouvernement dans toute la mesure du possible. Ce qui s'est passé ensuite était une abomination philosophique. Elle n'avait rien à voir avec la "liberté" du marché et n'était crédible ni en théorie ni en pratique. Pourtant, au cours des deux dernières décennies du vingtième siècle, ses idées ont eu une grande influence dans le monde entier. Il s'agit tout simplement de la Fargonomics. Son éthique est celle des gangsters, la loi de la jungle. Et elle a créé une forme de capitalisme qui a fonctionné exceptionnellement bien pour quelques-uns, mais qui continue à échouer pour le plus grand nombre.

Les voix à Davos reflètent une prise de conscience croissante de cet échec. L'assaillant nous était connu, semblent-ils dire. Nous avons commis une erreur en lui faisant confiance. Nous comprenons maintenant la leçon que Smith a essayé de nous enseigner. Nous devons inverser les politiques néfastes du passé et faire en sorte que le capitalisme fonctionne pour tout le monde. Le profit avec un objectif, selon Benioff. Un renforcement des "obligations réciproques" dans le livre de Collier. Ces propositions sont clairement importantes. Révolutionnaires même, selon les normes récentes. Elles représentent un appel à un retour à "l'âge d'or" du capitalisme - l'immédiat après-guerre - où les entreprises étaient plus gentilles, les inégalités plus faibles et où le concept de bien-être social avait de l'importance.

Mais comme l'a souligné Martin Wolf, chroniqueur au Financial Times, les choses ne sont pas aussi simples. Les conditions ont changé. Les sociétés occidentales égalitaires des années 1950 et 1960 disposaient d'un monopole industriel mondial et d'une solidarité sociale nourrie par l'adversité partagée", écrit-il. Ce passé est un pays étranger. Il ne pourra jamais être revisité.

C'est un rappel salutaire que nous ne pouvons pas rembobiner l'histoire. Mais peut-être, comme Maya Angelou l'a suggéré, pouvons-nous encore tirer certaines de ses leçons. Si le néolibéralisme était l'agresseur, pourquoi lui a-t-on permis de se promener librement pendant tant de décennies, infligeant sa douleur à toute la société ? Pourquoi les dégâts ont-ils été tolérés pendant si longtemps ? Qu'est-ce qui nous a convaincus d'adhérer à cette interprétation erronée de la vision du marché de Smith en premier lieu ?

▲ **RETOUR** ▲

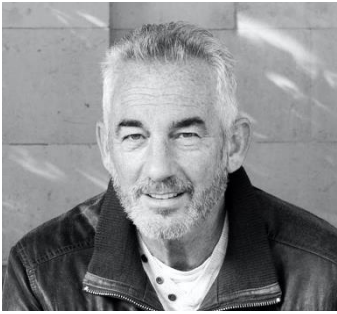
## **Tim Jackson et la quête de la post-croissance**

**Par David Bollier, initialement publié par le blog de David Bollier 3 août 2021**

**L'économiste écologique Tim Jackson** est l'un des rares chercheurs sérieux à tenter d'imaginer ce à quoi pourrait ressembler un monde post-croissance. Au cours des trente dernières années, cette spécialité - largement ignorée par le courant économique dominant - est devenue de plus en plus pertinente pour la vie contemporaine. Il devient évident que la croissance n'est pas la panacée pour ce qui afflige les sociétés modernes.

Dans les années 1990, M. Jackson a lancé l'idée de la "gestion préventive de l'environnement", en montrant

comment la prévention de la pollution pouvait améliorer les bénéfices et la qualité de vie. Mais son voyage dans la pensée post-croissance s'est accéléré lorsqu'il a été nommé commissaire économique de la Commission du développement durable du Royaume-Uni en 2004. Comme par hasard, les politiciens britanniques souhaitaient une évaluation professionnelle et approfondie de l'idée d'une économie sans croissance.



Le résultat - un rapport controversé remis en 2009 au gouvernement britannique - a été publié sous la forme du livre *Prosperity without Growth : Economics for a Finite Planet*. (Une édition substantiellement révisée et réécrite a été publiée en 2017). Ce livre, désormais traduit en 17 langues, examine les problèmes de la croissance et du consumérisme et les perspectives d'une nouvelle "macroéconomie écologique" et d'une redéfinition de la prospérité. Plus n'est pas toujours mieux ; nous devons nous concentrer sur ce qui nous permet de nous épanouir en tant qu'êtres humains et nous aide à mener une "bonne vie" satisfaisante."

Plus de dix ans plus tard, la pensée de Jackson sur ce sujet a évolué de manière nouvelle et inattendue. Il vient de publier un nouveau livre, *Post Growth : Life After Capitalism* (Polity Press), qui ne présente pas de graphiques économiques ni de propositions politiques. Il s'agit plutôt d'une exploration philosophique, culturelle et personnelle de la manière dont nous pourrions poursuivre une vision de la post-croissance.

Il s'agit d'un départ courageux et radical pour un économiste sérieux qui prend du recul par rapport aux chiffres et se plonge dans le monde de la culture, de la philosophie, de la narration et de la quête humaine de sens. Jackson ne considère pas cela comme une diversion complaisante, mais comme une tâche essentielle pour l'économie en tant que discipline.

Il nous fait part de ses réflexions sur la post-croissance dans le dernier épisode de mon podcast *Frontiers of Commoning* (épisode n° 16), qui vient de paraître.

Jackson est directeur du Centre for the Understanding of Sustainable Prosperity (CUSP), qu'il a fondé en 2016. Il est également professeur de développement durable à l'université du Surrey, au Royaume-Uni.

Si Jackson reste évidemment attaché aux défis de l'analyse et de la politique économiques, il en est venu à penser que nous devons ouvrir de nouvelles conversations, notamment sur nos relations sociales, nos convictions éthiques et notre spiritualité. Cela n'a plus de sens de parler de "l'économie" sans aborder ces sujets.

Jackson m'a surpris en faisant remarquer que le capitalisme et le bouddhisme "commencent tous deux au même endroit", à savoir la manière de gérer la souffrance. Bien sûr, a-t-il rapidement ajouté, chacun propose "des voies presque diamétralement opposées pour s'en éloigner. Le capitalisme dit : "Vous ne pouvez pas échapper à la souffrance, vous ne pouvez pas échapper à la lutte. Il faut donc devenir bon dans cette lutte en devenant aussi compétitif et individualiste que possible".

*"Le bouddhisme, en revanche, dit que le moyen de sortir de la souffrance est la compassion. Il s'agit de comprendre que ma souffrance est ce qui me relie aux autres personnes. Négliger cette souffrance et s'en détourner, c'est en fait négliger ma responsabilité en tant qu'être humain." La seule véritable solution à la souffrance, selon le bouddhisme, "est de s'efforcer de réduire les désirs pour les choses qui créent la lutte" en premier lieu.*

Jackson pense que l'économie doit élargir son propre champ de vision. C'est pourquoi, dans *Post Growth*, il invoque les travaux de personnes telles que la biologiste Lynn Margulis, la philosophe Hannah Arendt, la poétesse Emily Dickinson et des maîtres spirituels comme Lao Tzu et Thich Nhat Hanh.

Jackson raconte une histoire particulièrement puissante mais peu connue, celle de la dépression émotionnelle du

philosophe politique John Stuart Mill, fondateur de l'utilitarisme rationnel qui est le fondement philosophique de l'économie classique.

L'utilitarisme rationnel s'articule autour de l'idée que le bien le plus élevé provient des individus qui maximisent leur utilité personnelle - une idée centrale de l'économie jusqu'à aujourd'hui. Cette discipline repose sur l'idée que la rationalité, lorsqu'elle est rigoureusement appliquée à tous les aspects de la vie, conduira à la perfection et au bonheur de l'homme.

Cependant, alors qu'il était jeune homme, Mill a eu une monstrueuse épiphanie au milieu de la nuit. Il se rendit compte que même si son système de rationalité était largement adopté, il ne le rendrait pas plus heureux ou plus satisfait en tant qu'être humain. Il est tombé dans une angoisse dépressive pendant deux ans et n'a commencé à se rétablir que "lorsqu'il a lu les poètes romantiques", a déclaré Jackson. Mill

*"a réalisé qu'il existe un monde en dehors de la rationalité - qu'il existe un monde qui fait appel à l'émotionnel et aspire au spirituel. Finalement, c'est ce qui l'a sorti de sa propre crise."*

C'est une belle parabole pour les traumatismes psychiques de notre époque. Enfermées dans tant de systèmes totalisants de contrôle hyperrationnel - économie, algorithmes, intelligence artificielle - les sociétés modernes connaissent leurs propres ruptures pour lesquelles l'économie standard telle qu'elle est constituée a peu à offrir. Les réponses durables doivent venir de l'extérieur de ce domaine.

Vous pouvez écouter ma conversation avec Tim Jackson [ici](#).

**▲ RETOUR ▲**

## **Une énergie résiliente et fiable**

**Par Chris Nelder, initialement publié par The Energy Transition Show 3 août 2021**



Alors que des régions comme la Californie et le Texas sont aux prises avec des incendies de forêt, des gels extrêmes, des vents violents et d'autres difficultés, et qu'elles prennent des mesures pour garder les lumières allumées, il est utile de s'arrêter pour réfléchir à ce que signifient les termes " résilient " et " fiable " du point de vue de la planification du réseau. Que doivent faire, en particulier, les opérateurs du système de production d'énergie en vrac pour rendre leurs réseaux plus fiables ? Les marchés de gros de l'électricité doivent-ils être réformés, afin d'internaliser les coûts des coupures de courant et d'envoyer des signaux de prix auxquels les développeurs de projets peuvent répondre ? Comment les nouvelles technologies, comme les systèmes de réponse à la demande et les micro-réseaux, peuvent-elles jouer un nouveau rôle pour rendre les réseaux plus résilients ? Et à un niveau encore plus fondamental... à qui sert le réseau, de toute façon ? Le réseau existe-t-il pour servir les gens, ou les gens existent-ils pour servir le réseau ?

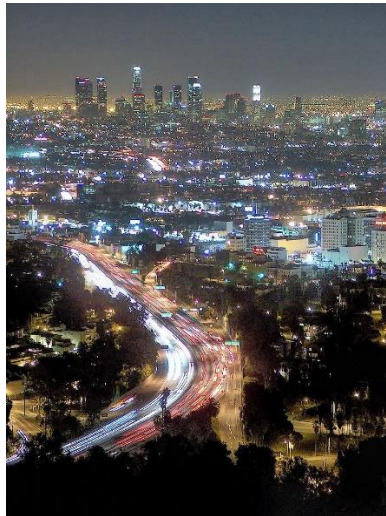
Lorenzo Kristov, un habitué de l'Energy Transition Show, architecte de réseau depuis plus de 20 ans, a réfléchi à ces questions et partage ses réflexions avec nous dans cet épisode. Inversant la logique habituelle de la planification du réseau, il suggère qu'une participation plus active des clients et des ressources énergétiques distribuées peut contribuer à améliorer la résilience et la fiabilité du réseau, tout en démocratisant son alimentation et sa gouvernance. Cet entretien réfléchi et captivant laissera même les experts chevronnés des réseaux électriques avec plus de quelques nouvelles idées à considérer !

Invité: Lorenzo Kristov est un consultant indépendant qui se concentre sur la transition des réseaux électriques pour intégrer des niveaux élevés de production renouvelable et de ressources énergétiques distribuées (DER). De 1999 à 2017, Lorenzo a travaillé à California ISO en tant que directeur de la conception du marché et de la politique d'infrastructure, où il a été l'un des principaux concepteurs du système de marché de tarification marginale locale (LMP) que l'ISO a mis en œuvre en 2009. Ses domaines d'expertise comprennent : la conception des marchés de gros ; la participation des DER aux marchés de gros ; la coordination des opérations du système de transmission-distribution ; les modèles de gestionnaire de réseau de distribution (GRD) et les marchés au niveau de la distribution ; les micro-réseaux et les stratégies de résilience énergétique ; l'architecture du réseau dans son ensemble.

▲ RETOUR ▲

## **Dans une galerie des miroirs, il faut briser du verre pour y voir clair**

Par James Howard Kunstler – Le 26 juillet 2021 – Source [kunstler.com](https://kunstler.com)



*Mulholland Drive*

**Je vais vous dire ce qui est vraiment drôle : le nouveau podcast « *Making Sense* » de Sam Harris avec le Dr Eric Topol, VIP de Scripps Research. Ces deux-là n'arrivent pas à comprendre pourquoi les gens en dehors de leur bulle de suffisance du sud de la Californie ont des réticences à se faire vacciner contre la Covid-19. C'est comme une maladie mentale pour eux – tous ces ignorants égoïstes, poussés par Trump, lécheurs de drapeaux au-delà de la Wokery, qui mettent en danger leurs homologues amoureux de la science dans les ruches de doctorants de la Nouvelle Normalité, tandis que ce King Kong des variants Covid (nom de code Delta) fait rage à travers les collines et les canyons sous Mulholland Drive. Quelle insolence ! Ces crétins ne peuvent-ils pas suivre des instructions simples (disponibles 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 sur CNN) ?**

Ok, voici pourquoi, Sam et Eric : parce que chaque institution de la vie américaine a gaspillé sa crédibilité au service d'un programme politique qui cherche à détruire tout ce qui était digne d'intérêt dans la société occidentale, y compris la libre pensée, la liberté d'expression, la libre recherche, la libre circulation, la vérité, la

beauté et le droit de résister à la coercition officielle. La moitié du pays n'a pas confiance dans l'appareil de santé publique du gouvernement, dirigé par le – disons – glissant Dr Anthony Fauci. Doivent-ils croire *NPR* ? Le *New York Times* ? *CBS-News* ? Doivent-ils suivre chaque mouvement de la pomme d'Adam de Rachel Maddow ? Doivent-ils avaler chaque globule de merde de cheval évidente servie par Jen Psaki ?

Hé Sam et Eric, avez-vous suivi ce qui s'est passé au Département de la Justice et au FBI ces cinq dernières années, ces supposés redoutes de la rectitude ? Le canular de la « *collusion russe* » ? Les mensonges officiels aux tribunaux FISA ? Les poursuites judiciaires malveillantes ? Les activités séditeuses transparentes de l'agent de la CIA Eric Ciaramella et consorts ? La dissimulation de l'ordinateur portable de Hunter Biden, bourré de preuves ? L'engagement de Facebook, Twitter et Google dans la suppression des informations et la censure de l'opinion ? Pensez-vous que les gens vont croire que le « *Joe Biden* », qui hante les sous-sols, a gagné une élection grâce à ces minces victoires dans les circonscriptions de Philadelphie, d'Atlanta, de Milwaukee et de Detroit, contrôlées par les Wokistes et truffées de fraudes ? Ou que Merrick Garland et Christopher Wray ne mentiraient pas à ce sujet ?

Pouvez-vous détecter quelque chose d'anormal dans le fait que ces agences fédérales d'application de la loi permettent à BLM et Antifa de détruire plus d'un milliard de dollars de petites entreprises et un tas d'infrastructures civiques à volonté, pendant des mois, tout en écrasant les intrus du Capitole que vous qualifiez d'« *insurrectionnels* » ? Pouvez-vous indiquer « *la science* » dans l'idée d'une heure de lecture par des Drag Queen dans les écoles ? Est-ce une bonne idée de promouvoir le racisme dans les écoles publiques ? Et d'apprendre aux recrues de l'armée américaine que leur nation ne vaut peut-être pas la peine d'être défendue ?

Et maintenant, vous voulez convaincre la moitié du pays soumis à cette manipulation mentale tyrannique de recevoir un vaccin ARNm mal testé qui pourrait provoquer des caillots sanguins et des lésions organiques ? Contre une maladie apparemment fabriquée sous le parrainage de notre propre gouvernement ? Je dois vous dire, Sam et Eric, que vos attentes sont un peu décalées par rapport à la marche des événements. Cette moitié du pays qui n'est pas sous l'emprise de vos récits ne se soumettra pas à vos pouvoirs de raisonnement soi-disant supérieurs et à votre souci empathique et réconfortant de leur bien-être. Ils sont tout à fait convaincus, sur la base d'un tas de preuves et d'expériences vécues, qu'ils sont manipulés par un régime dégénéré qui ne sert pas du tout leurs intérêts... et qui leur ment de manière réflexe et incessante.

De plus, ils veulent retrouver leur pays – un pays de liberté d'expression, de fair-play et de principes établis, comme le droit à un procès rapide. Et voici autre chose à considérer, Sam et Eric : si le régime que vous soutenez va plus loin, comme cela semble de plus en plus probable, et s'il s'apprête à rendre ces vaccins ARNm obligatoires, il va tirer la goupille qui déclenche une grenade nationale. Et lorsque cela se produira, vous et vos confédérés de Woke-Jacobin serez en fuite pour une fois, en vous inquiétant de votre propre annulation et de savoir si, peut-être, elle sera entendue équitablement. Vous avez le droit de l'espérer.

Nous glissons vers ce terrible moment. Et vous feriez mieux de vous rappeler que cette querelle sur la Covid-19 n'est qu'une partie d'une image beaucoup plus grande de l'évolution du malheur national. Au-delà de cette simple escarmouche sur la santé publique, il y a une économie qui a sombré dans le racket uniforme, la mauvaise gestion honteuse des dépenses du gouvernement, le spectre d'une monnaie mourante, les dilemmes qui se développent pour notre approvisionnement alimentaire, la probabilité d'une explosion du marché qui fera tomber le système de retraite et détruira la richesse théorique de millions de personnes, et l'antagonisme croissant des politiques étrangères qui s'indignent de notre pouvoir mal utilisé contre le monde et sentent notre faiblesse croissante. Peut-être devriez-vous vous réveiller à ce sujet ?

▲ RETOUR ▲

**L'effondrement de l'écosystème océanique pourrait sérieusement  
menacer l'humanité d'ici 25 ans**



Les écosystèmes marins sont des environnements extrêmement fragiles, bien qu'ils soient essentiels à la dynamique actuelle de la planète. C'est notamment le cas du plancton et des récifs coralliens qui, en plus de constituer un **biotope** riche pour la faune et la flore marines, sont à la base de la chaîne alimentaire de nombreux êtres vivants. Cependant, deux chercheurs ont récemment lancé un signal d'alarme : si aucune disposition n'est rapidement prise pour endiguer l'acidification progressive des océans, ce processus continuera de détruire la vie planctonique jusqu'à entraîner l'effondrement de la chaîne alimentaire mondiale et la mise en danger de l'humanité d'ici une vingtaine d'années.

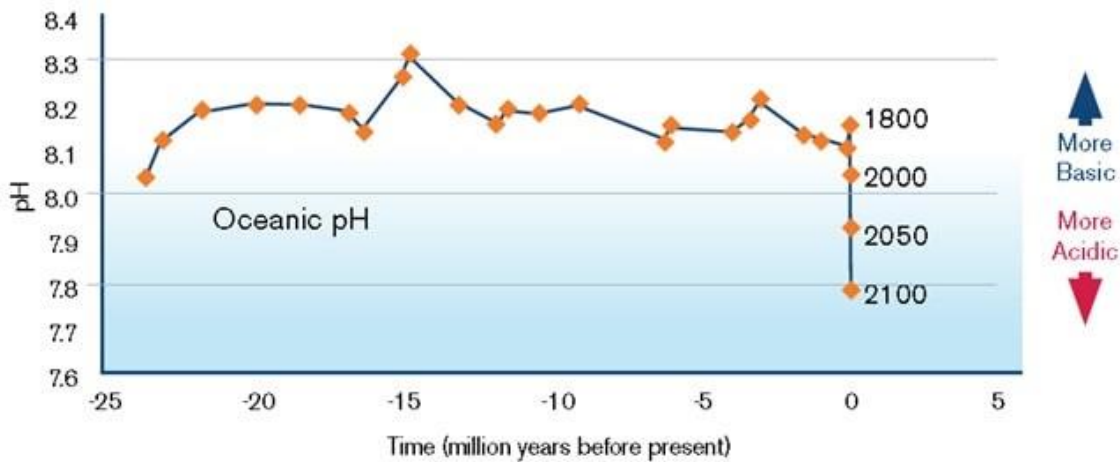
Alors que les océans deviennent de plus en plus acides – un effet secondaire particulièrement dangereux des émissions de gaz à effet de serre —, la chaîne alimentaire mondiale pourrait s'effondrer et l'humanité pourrait faire face à une dévastation totale d'ici quelques décennies, selon un nouvel article publié dans la revue *SSRN*.

L'article, rédigé par deux entrepreneurs et chercheurs travaillant pour fournir un accès à l'eau potable et affiliés à l'Université d'Édimbourg, soutient que même une légère augmentation de l'acidité entraînera de profonds changements dans les écosystèmes océaniques — des changements qui auront ensuite des ramifications mondiales à terme.

Les plantes et les animaux planctoniques à la base de la chaîne alimentaire marine rendent toute vie possible sur Terre. Sans eux, l'atmosphère serait toxique à cause du dioxyde de carbone, nous n'aurions pas d'oxygène et il n'y aurait pas de baleines, d'oiseaux ou de poissons dans les océans. Au cours des 70 dernières années, plus de 50% de toute la vie marine a disparu des océans du monde, et elle continue de décliner à un taux de 1% d'année en année. Le dioxyde de carbone atmosphérique provoque l'acidification des océans, et une perte constante de plantes et d'animaux marins accélère ce processus.

### **Acidification des océans : elle détruit plancton et récifs coralliens**

Une petite augmentation de l'acidité causée par le dioxyde de carbone dissout la calcite et l'aragonite de magnésium, des formes de carbonate de calcium composant 50% de toute la vie marine, y compris le plancton et les récifs coralliens. Au cours des 25 prochaines années, le pH continuera de baisser de 8.04 à 7.95, et on estime que 80 à 90% de toute la vie marine disparaîtra des océans. Même si le monde atteint le zéro net dans les émissions d'ici 2045, le dioxyde de carbone atmosphérique dépassera toujours les 500 ppm et les océans chuteront toujours à un pH de 7.95.



Graphique montrant l'évolution du pH océanique au cours des 25 derniers millions d'années, ainsi qu'une projection pour le futur. © Turley et al. 2006

Sur la base de la politique actuelle d'atténuation des émissions de carbone contre le changement climatique, nous ne serons pas en mesure d'arrêter la disparition de la majorité de la vie marine, qui comprend le poisson et l'approvisionnement alimentaire de 3 milliards de personnes. De plus, nous perdons le système de survie de la planète. Ce déclin est passé largement inaperçu, car la plupart des plantes et des animaux des océans mesurent moins de 1 mm et ne sont pas surveillés de près. À titre d'exemple : *Prochlorococcus*, une cyanobactérie responsable de la fabrication de 20% de notre oxygène, n'a été découverte qu'en 1985.

L'acidification des océans et le changement climatique ne peuvent décrire adéquatement la perte de vie marine. 30% de l'océan a des concentrations élevées de nutriments (nitrates), mais une croissance végétale nulle ou faible. Si la responsabilité n'incombe pas au manque de nutriments ou d'oligo-éléments, alors cela ne laisse que la [pollution](#) de l'environnement aquatique comme dernière explication plausible. L'impact de la pollution chimique et microplastique sur la vie marine planctonique a été presque complètement ignoré par la communauté scientifique, et en tant que tel, l'industrie et les gouvernements n'ont pas été alertés de la menace imminente pour les océans.

### Une étude à lire avec précaution

L'argument central du duo se résume donc au fait qu'un océan plus acide pourrait dissoudre certains des composés qui composent des organismes comme le plancton et les récifs coralliens, ainsi que les matériaux dont ils ont besoin pour survivre. Et tandis que d'autres espèces finiraient par prendre leur place, les formes de vie qui peuvent survivre aux conditions les plus difficiles sont beaucoup moins adaptées pour fournir la base du réseau trophique, ce qui signifie que le phénomène éliminerait un approvisionnement alimentaire majeur.

À la fin de cette réaction en chaîne, affirment les chercheurs, l'approvisionnement alimentaire de quelque 3 milliards d'humains pourrait disparaître complètement. Les impacts du changement climatique sur les océans font déjà des ravages sur la planète, mais certains aspects du document doivent être pris avec des pincettes. Les auteurs font un certain nombre d'affirmations sans citations, notamment que des microbes toxiques empoisonneront l'atmosphère lorsque des vents puissants les souffleront hors de l'océan et dans les airs.

Malgré tout, mis de côté les affirmations occasionnelles douteuses, l'article lance un terrible avertissement pour l'avenir de la planète. Compte tenu de la difficulté de surveiller les microbes océaniques dont dépend la planète, le document soutient que nous devons réagir dès aujourd'hui si nous voulons que les générations futures aient une chance de se battre.

**▲ RETOUR ▲**

# **Le milliardaire américain Jeff Bezos est revenu sur Terre après avoir atteint l'espace lors du premier vol de sa fusée "New Shepard"**

Francetv infos.fr/ 20 juillet 2021



<https://www.facebook.com/franceinfo/videos/1771983916318218/>

## **Commentaire de Jean-Marc Jancovici sur LinkedIn :**

"Dans cette vidéo piochée, France Info (Radio France) nous explique que le vol de Bezos est "sans émission de carbone", parce qu'il utilise de l'hydrogène (liquide) comme carburant.

Si l'on excepte le développement et la fabrication du lanceur, la fabrication de l'hydrogène (10 tonnes de CO2 par tonne d'hydrogène) et celle de l'oxygène liquide, l'acheminement des passagers depuis leur domicile, et encore quelques bricoles, France Info a raison.

Mais à ce compte-là, on peut aussi dire qu'une voiture est un mode de transport écologique, parce que 95% du temps elle ne roule pas donc n'émet rien, ou encore que ce n'est pas grave de boire 2 litres de whisky par jour parce que la bouteille est faite en verre recyclable.

Cette manière de présenter l'information montre une chose malheureusement courante dans le monde médiatique : **la grande difficulté à comprendre ce qu'est un système**, où il est impossible d'avoir un morceau sans avoir le reste. En pareil cas, cela n'a pas de sens de détacher une étape pour ne regarder que ses qualités et défauts, sans regarder le processus d'ensemble dont elle dépend.

A la décharge des journalistes, les entreprises et les politiques leur servent quasi-systématique une information enjolivée parce que partielle. Mais justement, la valeur ajoutée du métier ne devrait-elle pas être la capacité à trouver les autres pièces du puzzle pour livrer une image complète ?

En tous cas, sur ce cas précis, tout est peut-être plus clair, pour faire écho au slogan de cette chaîne d'info, mais pas plus exact !

(posté par Joëlle Leconte)

**▲ RETOUR ▲**

**Entreprises, un peu de sérieux !**

Jean-Marc Jancovici 2 août 2021



*Tribune parue dans le magazine « Investir » du 17 juillet 2021.*

Lorsque Papin puis Watt ont mis la machine à vapeur à disposition de l'humanité, l'atmosphère comportait 280 millilitres de CO<sub>2</sub> par mètre cube d'air, soit 0,028% en volume, ou encore **280 ppm**. Cette valeur n'avait quasiment pas varié depuis 10.000 ans, stabilité qui est allée de pair avec celle du climat, permettant ainsi l'émergence des civilisations sédentaires dont nous sommes les lointains descendants.

Quand je suis né, cette valeur était passée à 318. Lors de la Conférence des Nations unies sur l'environnement de Stockholm, qui, en 1972, a lancé de premières alertes sur l'environnement, nous étions à 327. Au moment de la création du GIEC, en 1988, le compteur affichait 352. Au moment du Sommet de la Terre, qui a vu la naissance de la Convention Climat, en 1992, nous étions à 356. Au moment du discours de Chirac à Johannesburg, en 2002, c'était 373. Copenhague, « l'échec », s'est déroulé à 387, et Paris, « le succès », à 401. **En 2021, nous sommes à 415 ppm.**

**Ni les objectifs du développement durable, ni l'apparition de la RSE dans les organigrammes ou celle de l'investissement socialement responsable dans la finance, ni la tertiarisation de l'emploi, ni le numérique, ni l'efficacité des voitures, ni quoi que ce soit d'autre n'a infléchi l'augmentation de la concentration de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère depuis que cette dernière est mesurée.** Seule une crise massive – 1929, une destruction de nations – l'Allemagne et le Japon en 1945, ou une pandémie bloquant l'économie ont fait baisser, l'année concernée, les émissions de 5%. 5% de baisse, c'est pourtant ce que nous devrions faire tous les ans pour le demi-siècle à venir si nous voulons respecter l'Accord de Paris.

Faut-il le respecter ? Avec « juste » 1,2 °C d'élévation globale, on enregistre 50°C au Canada *<Un record absolu : 49,6 °C dans le village de Lytton au Canada, le 30 juin, écrasé par un "dôme de chaleur" qui s'est étendu jusqu'aux États américains de Washington et de l'Oregon. Dans la vallée de la mort, en Californie, ce vendredi, le thermomètre a grimpé jusqu'à 54,4 °C. Un niveau, lui aussi, inédit. >* et l'inflation alimentaire frappe le Maghreb et la Syrie, les forêts commencent à dépérir, les récoltes françaises peuvent perdre 40% certaines années, et des ouragans inédits surviennent. A 2°C les coraux seront quasiment tous morts, et à 3°C les étés 2018 et 2019 seront devenus frais et humides en comparaison de ce qui nous arrivera. Adieu les forêts, les récoltes stables, et l'absence de réfugiés en masse en provenance d'Afrique du Nord et du Proche Orient, entre autres choses.

Par une curieuse alchimie, les discours volontaristes des entreprises ont augmenté de concert avec les conséquences déjà observables de nos émissions passées, sans que, dans la réalité, le problème ne soit vraiment pris à bras le corps.

L'essentiel des membres de comex des entreprises n'est toujours pas capable de décrire le dossier physique du changement climatique avec précision. Et pourtant tous prétendent être en mesure de régler le problème ! Les budgets dévolus à la comptabilité carbone représentent au mieux de l'ordre du millième des budgets dévolus à la comptabilité tout court. Et, lorsque « quelque chose » est compté, neuf fois sur dix c'est avec une méthode qui n'est pas faite pour nous situer face au problème, mais pour nous rassurer.

Comment peut-on sérieusement prétendre s'attaquer à un problème que l'essentiel des cadres d'entreprise et des hauts fonctionnaires sont incapables d'appréhender, et avec un référentiel qui n'est déployé à peu près nulle part à la bonne échelle ?

Ces quelques considérations amènent à conclure qu'une entreprise qui se veut sérieuse sur la question doit franchir au moins les quelques étapes qui suivent.

L'ensemble de son encadrement a minima, et idéalement tout le monde, doit suivre 10 à 20 heures de formation pour comprendre le problème posé, et comprendre avec quelles méthodes on peut s'y attaquer.

Un système de comptabilité carbone doit être déployé de façon très granulaire, pour pouvoir arbitrer chaque décision unitaire en fonction de ses aspects économiques et carbone. Un tel système coutera probablement de l'ordre de 5% du budget IT, mais ne pas le faire, c'est délibérément choisir de ne pas inclure la question climatique dans les décisions opérationnelles.

L'entreprise doit se fixer un objectif de réduction en valeur absolue, et non en ratios : l'atmosphère ne se soucie pas des émissions par paire de chaussures, mais des émissions totales. Cet objectif doit être compatible avec une baisse de 5% chaque année des émissions planétaires.

Les promesses d'une entreprise qui n'est pas passée par ces étapes devraient tout simplement être ignorées. Les publicités vantant les mérites « climat » d'un produit émanant d'une entreprise qui n'est pas passée par ces étapes devraient être refusées. Si la presse veut faire sa part dans le mouvement d'ensemble, elle pourrait au moins s'astreindre à ces deux règles simples.

**▲ RETOUR ▲**

## **L'associatif face à la question démographique**

**3 août 2021 Par biosphere**

Après René Dumont, Yves Cousteau, Claude Lévi-Strauss et quelques autres, l'association « Démographie Responsable » reprend le flambeau contre **la vanité de notre espèce qui s'estime au-dessus des lois ... de la nature**. Près de huit milliards d'êtres humains sur une planète qui dispose de ressources pour en accueillir durablement beaucoup moins **<10 à 20 millions de chasseur-cueilleurs>**.

### **1/2) Présentation de Démographie Responsable**

L'association [Démographie Responsable](#) fondée en 2008 a pour objet d'œuvrer à la stabilisation, voire à la diminution, de la population humaine. Excluant tout ce qui ne respecterait pas les droits humains ou qui remettrait en cause la liberté de procréer, sa démarche passe par une bonne information de chacun(e) sur les conséquences de la pression démographique pour les générations futures, les autres espèces et l'environnement. En parallèle à cette bonne information, elle se donne entre autre pour mission de soutenir toutes les initiatives en faveur de l'instruction, condition nécessaire à la compréhension par tout être humain des dangers écologiques liés à la surpopulation. Cette association milite également pour que la question démographique ait toute sa place au sein des débats liés à la protection de l'environnement

Ses membres sont de fervents défenseurs de l'espèce humaine ainsi que des autres espèces vivantes présentes à ses côtés, désireux de sauvegarder La Vie sur la planète et ce, dans les conditions les moins mauvaises possibles. Issus de différents milieux (écologie, décroissance économique, défense des animaux) ils souhaitent rassembler des personnes originaires de tous les courants de pensée et convaincre les citoyens des pays francophones de la nécessité d'agir.

## 2/2) les sept mesures de la sagesse par Denis Garnier, Président de Démographie Responsable

Le 31 octobre 2011 est la date choisie officiellement par l'ONU pour le passage aux **7 milliards d'habitants**. Selon les projections moyennes, on attend **9,3 milliards en 2050** et **10,1 milliards en 2100**. Insoutenable au regard des ressources de notre planète, qu'elles soient énergétiques, alimentaires ou hydriques, sans même parler de la survie des autres espèces vivantes.

Il semble donc nécessaire de porter à la connaissance du public francophone les propositions de l'association Démographie Responsable.

— en direction des populations du Nord, dans le cadre d'un débat démocratique sur le couple démographie/écologie : mettre en œuvre une réelle réduction de la consommation et cesser, de façon non rétroactive bien évidemment, toute aide à la procréation au-delà de deux enfants.

— en faveur des populations les plus démunies : aider à un développement économique durable, généraliser l'instruction des filles, car elle est très en retard sur celle des garçons, promouvoir la planification familiale y compris la gratuité totale de la contraception (30 % des grossesses sont actuellement non désirées), mener des campagnes de sensibilisation culturellement adaptées et enfin, mettre en place des systèmes de solidarité locale en faveur des personnes âgées.

**▲ RETOUR ▲**

## **.Le faux débat démographie/niveau de vie**

**2 août 2021 Par biosphere**



**J-P : ces promenades en bateaux sont un luxe que l'on ne peut plus se permettre.**

Sur sa page Facebook, David Cormand, ex-secrétaire national d'EELV et député européen écolo, reprend cette opposition artificielle entre démographie et économie :

**Christian Avianes** : « *Moi j'attends toujours qu'EELV aborde la question de la démographie mondiale. Comment protéger la nature dans un monde qui va gagner 3 milliards d'habitants d'ici la fin du siècle alors que déjà l'ensemble des grands animaux ont quasiment disparu du fait de l'occupation de tous les territoires ?* »

**Catherine Bassani** : « *OK, abordons la question de la démographie, et commençons par stériliser ceux qui polluent le plus la planète, ça vous va ? Plus sérieusement, la question de la répartition des richesses et la*

préservation des ressources est autrement plus urgente que la démographie ! A moins que vous trouviez normal que les plus pauvres et les plus fragiles soient les premières victimes de nos modes de vie... »

**commentaire :** La question de la priorité à donner à la démographie ou au niveau de vie est une thématique que nous devons bien maîtriser en tant qu'écologiste. Plutôt que de vous rappeler l'[équation IPAT](#) et l'[équation de Kaya](#) que vous connaissez certainement, et pour donner la parole à un tiers, voici ce que m'avait écrit Serge Latouche en préface d'un de mes livres :

*« Dans la collection des Précurseurs de la décroissance que je dirige aux éditions Le passager clandestin et pour des raisons de divergence idéologique et/ou politique, l'éditeur s'est refusé de publier un ouvrage de Michel Sourrouille sur Malthus et ce, en dépit de mon insistance. Cet épisode est assez révélateur des passions que suscite encore aujourd'hui le « sinistre pasteur ». Mais il faut reconnaître que, pour le meilleur ou pour le pire, Malthus est un précurseur.... Si tout chez Malthus est discutable dans le détail, l'ensemble n'en demeure pas moins vrai ; à savoir, qu'il est absurde de penser « qu'un territoire limité peut nourrir une population illimitée ». **Ma position personnelle qui correspond à celle des principaux théoriciens de la décroissance est que, si une croissance économique infinie est incompatible avec une planète finie, il en va aussi de même pour la croissance de la population.***

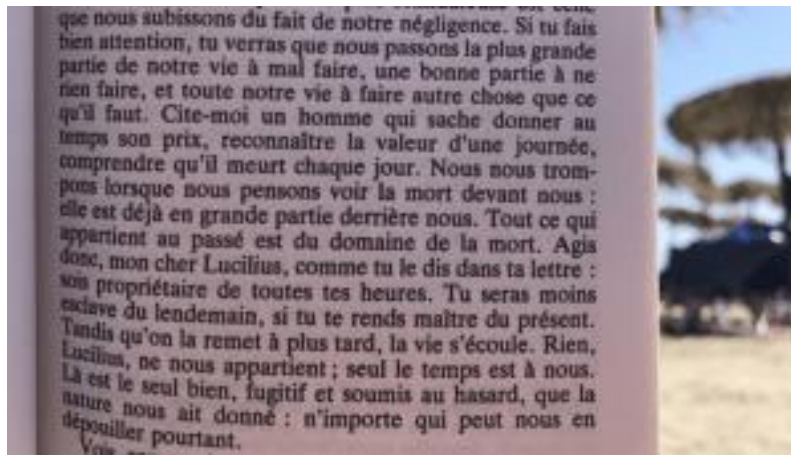
*Le mouvement de la décroissance est né comme protestation contre l'imposture du développement durable, cet oxymore qui mettait tout le monde d'accord en noyant la contradiction entre la croissance et les limites de la planète... L'illimitation démographique, trop souvent instrumentalisée par ceux qui ne veulent rien entendre de la nécessité de remettre en cause l'économie de croissance est seconde... La question démographique, de ce fait, est donc seconde en théorie, mais cela ne signifie pas qu'en pratique elle soit secondaire. Loin de là. Même si les Burkinabés produisent peu et consomment peu, leur multiplication pose problème : la disponibilité en terre, la déforestation, la pression foncière dans les centres urbains, la dégradation des infrastructures, etc. et finalement la diminution de la qualité de vie pour eux et pour les autres, s'ils émigrent à l'étranger. La question démographique doit être prise très au sérieux, mais en évitant de dramatiser à outrance. En dépit des menaces de toutes natures, ni la solution écologique, ni la solution à la surpopulation ne peuvent se mettre en place du jour au lendemain et encore moins par oukase.*

*Il faut noter d'ailleurs que le problème n'est pas seulement, voire pas prioritairement, celui de la disponibilité alimentaire dont on peut discuter l'urgence, mais celui de la qualité de vie. Michel Sourrouille en est parfaitement conscient et le souligne à la suite de Claude Levi-Strauss et de bien d'autres. En particulier, plus les hommes sont nombreux, moins il reste de place pour les autres espèces. Il est raisonnable de laisser aux autres (animaux et végétaux) source de la biodiversité une juste place. Mais cela n'est pas du Malthus. ...*

*Toutefois, on aura beau faire et beau dire, **si ce n'est aujourd'hui ou demain, Malthus finira toujours par avoir raison après-demain.** La vérité de bon sens qu'il a très habilement formulé dans son modèle opposant la progression arithmétique de la production agricole à la progression géométrique de la population « naturelle » s'imposera nécessairement. Ce principe simple est incontournable, en dépit de toutes les faiblesses sur lesquelles il repose et de toutes les critiques qui lui ont été adressées, vérifiant par là la boutade de **Paul Valéry : « tout ce qui est simple est faux, mais ce qui n'est pas simple est inutilisable... ».***

(propos de Serge Latouche recueillis par Michel SOURROUILLE)

**▲ RETOUR ▲**



Le gouvernement US manque d'argent pour payer ses factures. L...

À regarder... Partager

**Le gouvernement américain manque d'argent pour payer ses factures. La FED va lancer une bombe monétaire pour régler ce problème.**

Regarder sur YouTube

<https://www.youtube.com/watch?v=w5eM9Y6EO00>



Faut-il réduire la population mondiale pour sauver la planète ? Question du Journal LeMonde



La dette publique des USA a été multipliée par 31 et les recettes fiscales par 6... Cherchez l'erreur !

Depuis l'arrivée au pouvoir de Reagan en 1981, la dette américaine a doublé en moyenne tous les huit ans. Lorsque...



Les Banquiers centraux – De véritables Maîtres faussaires !

La falsification toxique la plus flagrante est effectuée par les banques centrales du monde entier. Ces banques fabriquent des dizaines...



Emmanuel Macron s'attaque aux fakenews,... Ne serait-ce pas l'hôpital qui se fout de la charité ?

Emmanuel Macron s'attaque aux fakenews,... Ne serait-ce pas l'hôpital qui se fout de la charité ? E. #Macron s'attaque aux...

## **.Les Américains s'endettent comme s'il n'y avait pas de lendemains**

3 août 2021 par Michael Snyder



Si vous faites le choix conscient d'ignorer toutes les conséquences à long terme, la gestion de vos finances personnelles peut être très amusante. Par exemple, au lieu d'évaluer rationnellement le montant du versement hypothécaire que vous pouvez vous permettre, pourquoi ne pas faire le grand saut et acheter une maison de 600 000 \$ ? On ne vit qu'une fois, n'est-ce pas ? Et au lieu de faire durer votre véhicule actuel un an ou deux de plus, pourquoi ne pas contracter un énorme prêt pour un tout nouveau SUV de 60 000 \$ ? Vous savez que vous le méritez. Pendant que vous y êtes, pourquoi ne pas vous lancer dans une nouvelle folie dépensière et ne pas épuiser à nouveau toutes vos cartes de crédit ? Le remboursement de ces cartes de crédit sera très douloureux à long terme, mais personne ne pense vraiment aux conséquences à long terme de nos jours.

Il suffit de regarder le gouvernement fédéral. Il est endetté de 28 000 milliards de dollars et pourtant nos politiciens continuent de jeter l'argent par les fenêtres comme une bande de marins ivres.

Bien sûr, le gouvernement fédéral est loin d'être le seul. Les États et les collectivités locales n'ont jamais été aussi endettés, nous sommes au milieu du plus grand endettement d'entreprises de tous les temps, et les consommateurs américains font certainement leur part. En fait, le trimestre dernier, nous avons assisté à la plus forte augmentation de la dette des consommateurs depuis juste avant la dernière crise financière...

### **Les Américains sont plus endettés que jamais.**

*Selon la Federal Reserve Bank of New York, une augmentation des dépenses par carte de crédit et des achats immobiliers a entraîné une hausse de la dette des ménages américains de 313 milliards de dollars, soit 2,1 %, au deuxième trimestre.*

*Il s'agit de la plus forte augmentation nominale depuis 2007 et de la plus forte augmentation en pourcentage depuis sept ans et demi.*

Au total, les consommateurs américains sont maintenant endettés à hauteur de 14 960 000 000 000 \$.

Nous allons bientôt atteindre la barre des 15 000 milliards de dollars, et je pense que nous devrions commémorer le franchissement de ce seuil par une sorte de célébration.

Bien sûr, toute célébration devrait impliquer de s'endetter encore plus, car il y a peu de choses que les Américains apprécient plus que de s'endetter encore plus.

La dette hypothécaire augmente particulièrement vite. Les prix de l'immobilier ont explosé récemment, ce qui a créé une frénésie d'une ampleur que nous n'avions pas vue depuis la crise des subprimes de 2008...

*La dette hypothécaire, qui contribue le plus à l'endettement global des ménages, a augmenté de 282 milliards de dollars pour atteindre 10,44 billions de dollars. Un énorme 44 % des soldes en cours ont été contractés au cours de l'année écoulée, qu'il s'agisse de nouveaux prêts hypothécaires ou de refinancements.*

*Mais même si le marché immobilier américain est en pleine effervescence et que les emprunts pour l'achat de maisons ont atteint des sommets, "il y a encore 2 millions d'emprunteurs en période d'abstention hypothécaire qui sont vulnérables aux difficultés financières lorsque les programmes d'abstention prennent fin", a déclaré Joelle Scally, administratrice du Centre de données microéconomiques de la Fed de New York.*

C'est moi, ou j'ai l'impression que nous sommes déjà passés par là ?

Tout cela me semble étrangement familier.

Bien sûr, les experts nous assurent que cette bulle immobilière encore plus importante se terminera bien mieux que la précédente.

Vous les croyez, n'est-ce pas ?

Après avoir reçu des milliers de milliards de dollars de la part du gouvernement fédéral, on pourrait penser que la plupart des Américains devraient être en bonne santé financière ces jours-ci.

Malheureusement, il s'avère que tout cet argent n'a fait que creuser davantage le fossé entre les riches et le reste d'entre nous...

*Les Américains ont ajouté près de 4 000 milliards de dollars à leur épargne pendant la pandémie de coronavirus, mais la plupart des gains sont allés aux riches, selon une nouvelle étude.*

*Les chèques de relance, la hausse des marchés boursiers et la réduction des choix en matière de dépenses ont entraîné un boom massif de l'épargne au cours de l'année écoulée, les Américains ayant épargné environ 3 700 milliards de dollars, selon une étude d'Oxford Economics. Pourtant, 70 % de ce gain est allé aux 20 % des Américains les plus riches, selon l'étude.*

Comme je l'ai évoqué l'autre jour, des millions et des millions d'Américains risquaient d'être jetés à la rue une fois le moratoire sur les expulsions terminé, mais Joe Biden a décidé de venir à la rescousse...

*L'administration du président Joe Biden a décrété mardi un moratoire ciblé sur les expulsions dans les zones les plus durement touchées par le COVID-19, remplaçant un gel des expulsions à l'échelle nationale qui a expiré samedi malgré les préoccupations juridiques liées à une action unilatérale.*

*La nouvelle mesure, en vigueur pendant 60 jours, interdit les expulsions dans les comtés présentant des taux élevés de transmission du COVID-19, ce qui reflète les endroits où les Centers for Disease Control and Prevention recommandent aux résidents vaccinés de se masquer à l'intérieur et dans les lieux publics.*

Mais est-ce légal ?

Après tout, nous avons déjà vu plusieurs tribunaux se prononcer sur cette question, et ils ont dit qu'elle ne l'était pas.

Eh bien, comme tout bon politicien de carrière, Biden ne va pas laisser une petite chose comme la "légalité" se mettre en travers de son chemin...

*Le président a déclaré qu'il avait demandé l'avis de constitutionnalistes pour déterminer si le CDC avait l'autorité légale d'émettre une nouvelle mesure d'expulsion, mais qu'il n'était pas certain qu'elle puisse passer l'épreuve de la constitution.*

*"Il y a plusieurs spécialistes qui pensent que c'est possible, et cela vaut la peine de faire des efforts", a déclaré M. Biden.*

Selon Biden, même si les tribunaux annulent ce nouveau moratoire, cela permettra à son administration de gagner du temps pour faire parvenir l'aide financière à ceux qui en ont besoin.

Il va sans dire que ce que Biden a décidé de faire a absolument horrifié ceux qui ont encore du respect pour la Constitution des États-Unis. Voici un extrait de la réaction de Jonathan Turley...

*...Ce qui est étonnant, c'est que Biden a reconnu que cette mesure était probablement inconstitutionnelle, mais qu'elle pouvait être bloquée par les tribunaux pour obtenir l'argent en attendant...*

Malheureusement, l'approche de Biden est typique de la façon dont la plupart des Américains traitent les choses.

La plupart d'entre nous font ce qu'ils ont envie de faire sur le moment et ne se préoccupent pas vraiment des conséquences à long terme.

Faisons la fête aujourd'hui, car demain n'est garanti pour aucun d'entre nous !

Bien sûr, la vérité est que "demain" finit toujours par arriver, et que notre "demain" sera plus douloureux que la plupart des gens n'osent l'imaginer.

Mais pour l'instant, les conséquences de nos actions ne nous ont pas encore rattrapés, et c'est donc toujours la fête.

La plupart des Américains ont bien l'intention de profiter de cette fête aussi longtemps qu'ils le peuvent, mais pour l'instant, le temps ne joue pas en notre faveur.

**▲ RETOUR ▲**

## **.L'économie de l'Amérique correspond désormais à la définition d'une république bananière**

Source: [or.fr](https://or.fr) 3 août 2021



L'économie américaine correspond désormais à la définition d'une république bananière. En voici une brève description : « En science politique, le terme république bananière désigne un pays politiquement instable dont l'économie dépend de l'exportation d'un produit à ressources limitées, telles que les bananes ou les minéraux ».

**Dans le cas des États-Unis, le produit exporté est composé de dollars imprimés à partir de rien — un excellent produit d'exportation dans la mesure où l'offre est illimitée.**

Une description plus détaillée indique : « En règle générale, une république bananière se caractérise par une société de classes sociales extrêmement stratifiées, généralement une importante classe ouvrière appauvrie et une ploutocratie de classe dirigeante, composée des élites du monde des affaires, de la politique et des forces armées de cette société ».

Comme toutes les républiques bananières, l'économie et la structure sociale des États-Unis sont en voie de perte, et les chances pour Biden & Cie d'inverser le cours inévitable des événements sont quasi nulles.

**▲ RETOUR ▲**

## **Biden a une meilleure maîtrise de l'économie que Trump - mais il y a encore des risques**

Nouriel Roubini 3 août 2021 Project Syndicate

**Le nouveau président des États-Unis a mis en place un programme néo-populiste plus proche de son prédécesseur que d'Obama.**



*Joe Biden milite pour une fiscalité plus progressive que Donald Trump.*

Environ un semestre après le début de la présidence de Joe Biden, il est temps d'examiner comment la doctrine économique de son administration se compare à celle de Donald Trump et des administrations démocrates et républicaines précédentes.

Le paradoxe est que la "doctrine Biden" a plus de points communs avec les politiques de Trump qu'avec celles de l'administration de Barack Obama, dans laquelle le président actuel a précédemment servi. La doctrine néo-populiste qui a émergé sous Trump prend maintenant pleinement forme sous Biden, marquant une rupture nette avec le credo néolibéral suivi par tous les présidents, de Bill Clinton à Obama.

Trump s'est présenté comme un populiste - compatissant avec les cols bleus blancs laissés pour compte - mais il a gouverné davantage comme un ploutocrate, réduisant les impôts des entreprises et affaiblissant davantage le pouvoir du travail face au capital. Néanmoins, son programme contenait des éléments véritablement populistes, en particulier lorsqu'on le compare à l'approche radicalement favorable aux grandes entreprises que les républicains poursuivent depuis des décennies.

Si les administrations Clinton, George W Bush et Obama se sont distinguées chacune à leur manière, leur position de base sur les grandes questions de politique économique était la même. Par exemple, elles ont toutes préconisé des accords de libéralisation des échanges et favorisé un dollar fort, considérant qu'il s'agissait d'un moyen de réduire les prix à l'importation et de soutenir le pouvoir d'achat des classes laborieuses face à l'augmentation des inégalités de revenus et de richesses.

Chacune de ces administrations précédentes a également respecté l'indépendance de la Réserve fédérale américaine et soutenu son engagement en faveur de la stabilité des prix. Chacune d'entre elles a mené une politique budgétaire modérée, recourant à des mesures de relance (réductions d'impôts et augmentation des dépenses) principalement en réponse à des ralentissements économiques. Enfin, les administrations Clinton, Bush et Obama ont toutes été relativement proches des grandes entreprises technologiques, des grandes sociétés et de Wall Street. Chacune d'entre elles a présidé à la déréglementation des secteurs des biens et des services, créant ainsi les conditions de la concentration actuelle du pouvoir oligopolistique dans les secteurs des entreprises, de la technologie et de la finance.

Associées à la libéralisation du commerce et aux progrès technologiques, ces politiques ont dopé les bénéfices des entreprises et réduit la part du travail dans le revenu total, exacerbant ainsi les inégalités. Les consommateurs américains ont bénéficié du fait que les entreprises riches en profits ont pu répercuter une partie des bénéfices de la déréglementation (par une baisse des prix et une faible inflation), mais c'est à peu près tout.

Les doctrines économiques de Clinton, Bush et Obama étaient toutes fondamentalement néolibérales, reflétant une croyance implicite dans l'économie de ruissellement. Mais les choses ont commencé à évoluer dans une direction plus néo-populiste et nationaliste avec Trump, et ces changements se sont cristallisés sous Biden.

Si Trump a été plus maladroit dans son protectionnisme, Biden poursuit néanmoins des politiques commerciales nationalistes similaires, orientées vers l'intérieur. Il a maintenu les tarifs douaniers de l'administration Trump sur

la Chine et d'autres pays et a introduit des politiques d'approvisionnement "acheter américain" plus strictes, ainsi que des politiques industrielles visant à délocaliser des secteurs manufacturiers clés. Tout aussi important, le découplage sino-américain plus large et la course à la domination dans le commerce, la technologie, les données, l'information et les industries du futur se sont poursuivis.

De même, bien que Biden n'ait pas formellement suivi Trump en exigeant un dollar plus faible et en brocardant la Fed pour financer les importants déficits budgétaires créés par ses politiques, son administration a également adopté des mesures qui nécessitent une coopération plus étroite de la Fed. En effet, les États-Unis sont passés à un état de facto, sinon de jure, de monétisation permanente de la dette - une politique qui a commencé sous Trump et le président de la Fed, Jerome Powell.

Dans le cadre de ce dispositif, si l'inflation devait augmenter modérément, la Fed devrait adopter une politique de négligence bénigne, car l'alternative - une politique monétaire anti-inflationniste stricte - déclencherait un krach boursier et une grave récession. Ce changement de position de la Fed représente une autre rupture brutale par rapport à l'ère 1991-2016.

En outre, compte tenu des importants déficits jumeaux des États-Unis, l'administration Biden a renoncé à poursuivre une politique de dollar fort. Bien qu'elle ne soit pas aussi ouvertement en faveur d'un billet vert plus faible que Trump, elle ne serait certainement pas contre un changement de monnaie qui pourrait restaurer la compétitivité américaine et réduire le déficit commercial galopant du pays.

Pour inverser les inégalités de revenus et de richesses, M. Biden est favorable à d'importants transferts directs et à une baisse des impôts pour les travailleurs, les chômeurs, les personnes ayant un emploi partiel et les laissés-pour-compte. Là encore, il s'agit d'une politique qui a commencé sous Trump, avec la loi sur l'aide, le secours et la sécurité économique (Cares) de 2 milliards de dollars et la loi de relance de 900 milliards de dollars adoptée en décembre 2020. Sous la direction de M. Biden, les États-Unis ont adopté un autre plan de relance de 1,9 milliard de dollars et envisagent maintenant des dépenses supplémentaires de 4 milliards de dollars pour les infrastructures, au sens large.

Bien que Biden préconise une fiscalité plus progressive que celle de Trump, la capacité de son administration à augmenter les impôts est limitée. Par conséquent, comme sous Trump, les importants déficits budgétaires seront à nouveau financés principalement par la dette que la Fed sera obligée de monétiser au fil du temps. Biden canaliserait également la réaction du public contre les grandes entreprises et les grandes technologies, qui a commencé sous Trump. Son administration a déjà pris des mesures pour limiter le pouvoir des entreprises par le biais de l'application de la loi antitrust, de changements réglementaires et éventuellement de la législation. Dans chaque cas, l'objectif est de redistribuer une partie du revenu national du capital et des bénéfices vers le travail et les salaires.

Biden est donc sorti du bois avec un programme économique néo-populiste plus proche de celui de Trump que de celui de l'administration Obama. Mais ce changement doctrinal n'est pas surprenant. Dès que les inégalités deviennent excessives, les politiciens - de droite comme de gauche - deviennent plus populistes. **L'alternative est de laisser une inégalité non maîtrisée devenir une source de conflit social ou, dans des cas extrêmes, de guerre civile ou de révolution.**

Il était inévitable que le pendule de la politique économique américaine passe du néolibéral au néo-populiste. Mais ce changement, bien que nécessaire, comporte ses propres risques. Les dettes privées et publiques massives signifient que la Fed restera dans le piège de la dette. En outre, l'économie sera vulnérable aux chocs d'offre négatifs résultant de la démondialisation, du découplage entre les États-Unis et la Chine, du vieillissement de la société, des restrictions migratoires, de la limitation du secteur des entreprises, des cyberattaques, du changement climatique et de la pandémie de Covid-19.

Des politiques fiscales et monétaires souples peuvent contribuer à augmenter la part du travail dans les revenus

pour le moment. Mais, à terme, les mêmes facteurs pourraient déclencher une hausse de l'inflation, voire une stagflation (si ces chocs d'offre négatifs brutaux se produisent). Si les politiques de réduction des inégalités entraînent une augmentation insoutenable des dettes privées et publiques, le décor pourrait être planté pour le type de crise stagflationniste de la dette dont j'ai parlé plus tôt cet été.

**Nouriel Roubini** était professeur d'économie à la Stern School of Business de l'université de New York. Il a travaillé pour le FMI, la Réserve fédérale américaine et la Banque mondiale.

**▲ RETOUR ▲**

## **.La Fed va une fois de plus se prendre les pieds dans le tapis!**

**Bruno Bertez 3 août 2021**

Si on examine les chiffres de l'activité aux USA sans parti pris, on constate des situations mitigées; des zones de force et des zones de faiblesse. C'est ce que j'ai rapidement esquissé hier, le verre est en même temps à moitié plein et à moitié vide. **Le Momentum de la reprise s'épuise. Il n'y a pas de croissance auto entretenue qui se développe.**

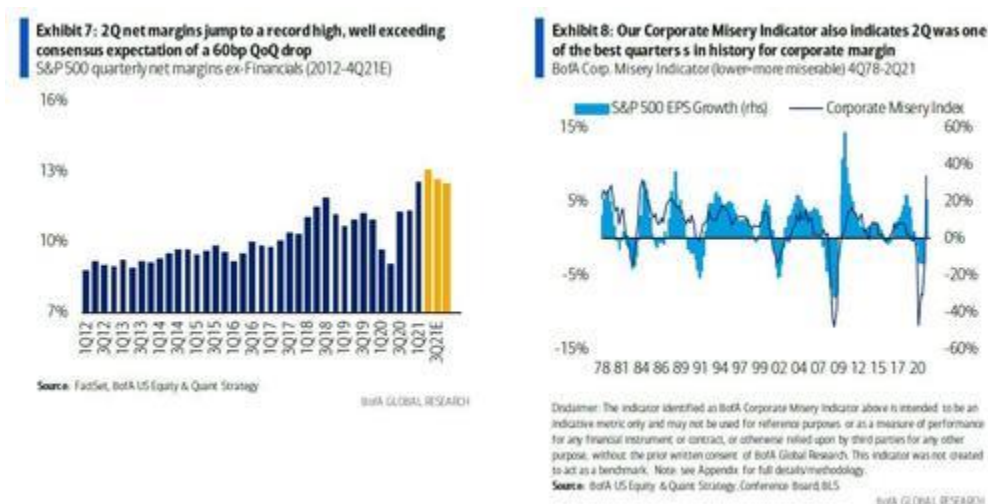
Les marchés de taux ont opté pour le verre à moitié vide, ils expriment leur biais vers une croissance faible, voire modeste et une inflation temporaire.

Je pense que les marchés de taux ont raison, les chiffres du GDP du second trimestre sont médiocres en profondeur et si on tient compte du fait que le Trésor d'épargne a déjà été dépensé et que les transferts vont se réduire, on peut anticiper des trimestres plus mous et des marges bénéficiaires plus réduites. C'est surtout l'érosion des marges bénéficiaires qui sera importante et vous savez que j'accorde une importance centrale aux profits.

*Le Trésor d'épargne disparaît*



## Les perspectives de marges bénéficiaires semblent optimistes



Cela n'a rien d'étonnant.

C'est comme toujours le moment où **le simplet Powell** parle de Taper et de hausse des taux!

Il a pris peur quand il a vu le déchainement spéculatif du public et les avertissements des grands gourous qui ont poussé des cris d'orfraie considérant que le dollar était menacé!

Donc notre Powell fidèle à sa doctrine du contrepied a accepté de parler du Taper alors même que les besoins en disparaissaient. Les excès étaient en train de se résorber ... et c'est le moment même où notre Powell parle de Taper!

Ce jour un autre gouverneur nous parle de parler du Taper en septembre, c'est une imbécilité de plus.

**Le logement, l'automobile, les intentions d'achat de biens durables se sont effondrées, les Émergents faiblissent, la Chine plonge** et ils nous parlent de Taper.

Non seulement ils mènent une mauvaise politique mais ils sont incapables de bien la mesurer. Ce sont de très mauvais joueurs de poker.

[\[Yahoo/Bloomberg\] Fed's Waller Says September Taper Call May Be Warranted](#)

**▲ RETOUR ▲**

**Dans la vie il y a trois sortes de gens ; les gens bien, les pas grand-chose et les moins que rien**

**Publié par Bruno Bertez 3 août 2021**  
**L'AUTEUR : JEAN-FRANÇOIS BAYART**

Une réflexion en passant: grâce à cette crise terrible, il y a des gens bien, des gens de valeur qui émergent.

Dans la vie il y a trois sortes de gens ; les gens bien, les pas grand-chose et les moins que rien.

La division, le président de la République l'organise en recourant aux amalgames et caricatures qui lui servent de méthode de gouvernement après que, candidat, il nous eut promis une République apaisée. Une division de plus au prix de **l'infantilisation de tout esprit critique**. Ce parti pris donc de punir, et surtout de ne pas écouter pour ne pas à avoir à entendre.

« *Donc ça va être primauté aux vaccinés et vie de merde pour les non-vaccinés* » : ainsi s'exprime le « *conseiller d'un ministre de premier plan* » selon *Libération* (21 juillet). Il ne fait que donner la version off du « *faire porter les restrictions sur les non-vaccinés plutôt que sur tous* » de son maître, Jupiter.

Curieux raisonnement de la part du magistrat suprême garant d'une Constitution dont l'article premier stipule que la République est « indivisible ».

La division, le président de la République l'organise lui-même en recourant aux amalgames et caricatures qui lui servent de méthode de gouvernement après que, candidat, il nous eut promis une République apaisée.

« En même temps » non pour réunir, mais pour briser le peuple et briser les codes en lesquels il se reconnaît comme peuple.

Certains s'inquiètent-ils de la 5G ? Ils veulent revenir à l'âge de la bougie...

Certains s'opposent-ils au pass sanitaire ou refusent-ils la vaccination ? Manque de civisme, obscurantisme... Quitte à ajouter, patelin, **comme le sont généralement les pouvoirs autoritaires quand ils se veulent protecteurs**, que l'on va convaincre les récalcitrants de « bonne foi » en les dissociant de la « *frange capricieuse et défaitiste, très minoritaire, qui se satisferait bien de rester dans le chaos et l'inactivité* », selon les termes de son porte-parole, Gabriel Attal.

Une division de plus au prix de l'infantilisation de tout esprit critique.

Un « *membre du gouvernement* » voit d'ailleurs dans la ruée vers les vaccins qui a suivi l'allocution d'Emmanuel Macron « *la preuve qu'il fallait taper sur les doigts avec la règle* » (*Libération*, 24-25 juillet). Déclaration intéressante alors que le Parlement vient d'abolir les punitions corporelles à l'encontre des enfants.

La macronie ne parvient décidément pas à se libérer de cette conception paternaliste de l'autorité à l'égard des « *Gaulois réfractaires* », et même de la représentation nationale que son gouvernement bouscule sans ménagement jusqu'au petit matin en lui faisant revoter des amendements de dernière minute déjà repoussés.

Ce parti pris permet donc de punir, et surtout de ne pas écouter pour ne pas à avoir à entendre.

**Premier amalgame** : entre les opposants à la vaccination et les opposants au pass. Les deux refus sont distincts. L'on peut accepter la vaccination en rejetant le pass parce qu'il ouvre la voie à l'instauration d'une société de surveillance absolue, trouvant désormais sa légitimité dans la santé après avoir fructifié dans l'humus de la lutte contre le terrorisme, l'immigration, la délinquance, l'évasion fiscale, etc. L'on peut aussi accepter la vaccination et récuser la délégation de son contrôle à des entreprises privées parce que l'on a gardé en mémoire le traité de La Boétie sur la « *servitude volontaire* » : « *Le tyran asservit ses sujets les uns par les autres* ».

**Deuxième amalgame** : entre les différentes raisons et les différents périmètres du refus du vaccin. Les uns peuvent s'y opposer pour des considérations religieuses ou philosophiques, d'autres s'inquiéter de son administration à leurs enfants, d'autres encore accepter un type de vaccin et non tel procédé, etc.

**Troisième amalgame** : entre l'opposition au vaccin (ou au pass) et l'incivisme, l'égoïsme, l'individualisme (pourtant exalté et promu par Emmanuel Macron au nom du respect de la liberté, de la responsabilité, de l'initiative, de l'effort *et tutti quanti*).

Inciviques, donc, et égoïstes les soignants et les pompiers que révolte l'obligation de se faire vacciner qui leur est imposée, en dépit de leurs glorieux états de service depuis le début de la pandémie.

Assignées à l'incivisme la police et la gendarmerie, curieusement exemptées de cette obligation qu'ils ont la charge de faire appliquer au commun des citoyens, en une nouvelle rupture d'égalité devant la loi qui en dit long sur la dépendance de tout pouvoir autoritaire à ses forces de répression ?

De tels amalgames commodes facilitent l'occultation des racines de la défiance des Français, vaccinés ou non, à l'encontre du pouvoir politique, que vient de rappeler l'abstention massive aux régionales.

La réticence d'une partie du personnel soignant s'explique par ses compétences médicales propres – une interrogation sur l'innocuité de vaccins trop récents pour que l'on en connaisse les effets à long terme – mais aussi par le mépris qu'Emmanuel Macron a opposé à l'hôpital lorsque celui-ci s'est mis en grève en 2019 pour essayer d'obtenir les moyens dont la pandémie révélera le manque cruel.

L'Etat paye également le prix de ses mensonges à répétition et de ses incompétences dans le domaine de la santé, depuis le nuage de Tchernobyl s'arrêtant aux frontières de l'Hexagone jusqu'à l'inutilité des masques en passant par l'affaire du sang contaminé.

Entachée par les errements des laboratoires Servier, la quête forcenée de profits de l'industrie pharmaceutique et son instrumentalisation pernicieuse de la recherche, la crédibilité du secteur privé, auquel s'en remet désormais l'Etat, n'est pas plus évidente aux yeux du grand public.

Enfin une part de l'opinion est à juste titre tétanisée par la transformation d'une technologie d'ordre commercial – le QR code – en moyen de surveillance de la vie quotidienne et de partage aveugle de la population dont Parcoursup a imposé aux familles les travaux pratiques et algorithmiques depuis trois ans. Là aussi la méfiance est de mise.

D'une part, l'État, de fichier en fichier, n'a cessé de mentir quant au respect des libertés publiques dont il a systématiquement cherché à s'affranchir, jusqu'à ce fameux engagement d'Emmanuel Macron, en avril, selon lequel « *le passe sanitaire ne sera jamais un droit d'accès qui différencie les Français* ».

Son inénarrable ministre de l'Éducation « nationale » (sic) menace aujourd'hui d'« *évincer* » (re-sic) des établissements scolaires les élèves non vaccinés. La semaine prochaine il leur promettra la fessée ?

D'autre part, la Chine nous donne un avant-goût de l'avenir que nous prépare ce genre de technologie dont la fiabilité reste au demeurant à démontrer, de cyberattaques en cyberattaques.

Quelle foi accorder à l'inviolabilité des données médicales et personnelles auxquelles le QR code donne accès lorsque le président de la République n'est pas capable de sécuriser son propre téléphone, ainsi que l'a révélé l'affaire Pegasus ?

Pourquoi se fier à Emmanuel Macron plutôt qu'à la Défenseure des droits et à la CNIL qui toutes deux s'inquiètent d'une atteinte « *particulièrement forte* » aux libertés fondamentales pendant que se couche le Parlement ?

D'ores et déjà le bilan de l'autoritarisme jupitérien et des petits marquis qui nous gouvernent en conseil de défense est affligeant.

De nouveaux vaccinés, certes, mais au prix de la brutalité politique, du désordre de la vie quotidienne et de l'hystérisation du débat.

Qui sème la division récolte les guillotines en papier mâché. Qui règne par le mensonge alimente le complotisme.

Rien ne dit qu'une approche plus respectueuse des convictions, du libre-arbitre de chacun, de la raison, des institutions n'aurait pas eu des résultats aussi probants et surtout plus durables pour construire une vraie culture de la santé publique face aux inévitables nouvelles pandémies à venir.

Une seule solution, la vaccination ? Non, une seule solution : la vaccination, sans doute, mais aussi la désobéissance civile, sans violence physique ni symbolique, à l'encontre d'un Etat qui en ferait un élément de discrimination entre ses citoyens. Foi de vacciné.

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.

## L'AUTEUR

### JEAN-FRANCOIS BAYART

Professeur au Graduate Institute (Genève), titulaire de la chaire Yves Oltramare «Religion et politique dans le monde contemporain».

## ▲ RETOUR ▲

# Enfin vous allez comprendre ce que l'on dit ou ne dit pas quand on parle de « bulles »

**Bruno Bertez 3 août 2021**

On trouve encore des journalistes et des gourous pour s'étriper sur la question de savoir si les marchés financiers font « bulle » ou non.

Cela prête à rire mais on aurait tort, car formuler la problématique de cette façon n'est pas indifférent, cela fait partie des outils, des techniques pour ... entretenir la bulle.

En effet à quoi sert ce débat, « bulle » ou pas « bulle »?

Réponse c'est un débat intéressé.

C'est un débat nominaliste c'est à dire sur le nom qu'il convient d'épingler sur une situation, avec en sous-entendu : si on accepte le nom « bulle », alors cela va baisser et si on récuse le nom de « bulle » pour désigner la situation alors cela peut continuer à monter!

La désignation, le fait d'accoler un signe déplace l'attention.

Un peu comme le sinistre Jean Paul Sartre qui se demandait si l'habit faisait le moine ou non!

L'habit ne fait pas le moine pas plus que l'absence d'habit n'empêche le moine d'exister car en soi, indépendamment de la désignation, la chose, la moinitude existe ... Tout le monde n'est pas moine mais il existe des moines, avec ou sans leur habit.

Vous noterez car vous avez l'habitude de me lire que c'est une opération magique qui consiste à évacuer le réel, ses contradictions et ses antagonismes pour le remplacer par une problématique binaire stérile sur les signes.

Réussir à remplacer une problématique sur le réel par une problématique sur les signes c'est déjà avoir gagné quand on est fabricant de bulles. Le fabricant de bulles veut qu'elles durent; il veut pour cela déplacer les analyses de l'essentiel, de l'histoire et des conditions de la formation de bulles. Il veut escamoter les causalités. Déjà on s'inscrit dans un présentisme magique. On déplace les réflexions critiques du réel, vers la sémantique.

En passant c'est une spécialité de Macron qui utilise les conseils de son maître à ne pas penser, Habermas l'ancien admirateur de Hitler à ses débuts. Le Pouvoir se crée par les mots, le discours, bref, la capacité à imposer sa sémantique. Le pouvoir appartient à celui qui tient le discours du Pouvoir. Autrement dit, l'habit fait le moine.

Déplacer la réflexion du réel vers la sémantique, c'est de l'idéologie, c'est du Sciences Po, c'est de l'Anarchie, c'est remplacer la science par la rhétorique, c'est de la tromperie.

Quand on déplace les analyses et les débats du réel vers la sémantique on réussit une opération magique: on déporte le regard, on obture l'intelligence, on voile; on fait comme les illusionnistes qui, bien sûr ne sont pas magiciens, mais qui vous font regarder ailleurs, là où il ne se passe rien.

La question de la bulle est simple et complexe; il y a bulle en regard des normes du passé mais le présent n'est pas le passé et dans le présent il n'y a pas bulle parce que, ce en quoi on exprime les bulles, la monnaie, a changé de nature et de quantité.

Le monde des actifs financiers fait bulle :

en regard des critères du passé

en regard de la richesse réelle du monde sous-jacent

le monde des actifs financiers ne fait pas bulle en regard de ce en quoi il est exprimé: la monnaie

il ne fait pas bulle en regard de la masse de monnaie qui cherche un emploi

il ne fait pas bulle en regard de la rareté des actifs financiers en regard de la masse de liquidités

il ne fait pas bulle en regard des 24 trillions de l'actif du bilan des grandes banques centrales

Les actifs financiers font et ne font pas, « en même temps » « bulle », mais la masse totale de monnaie dans le monde, elle, elle fait « bulle ».

Mais peut être qu'elle fait « bulle » maintenant en regard des GDP actuels, mais qu'elle ne fera pas bulle en regard des GDP nominaux futurs hyperinflatés par l'hyper inflation? Qui sait?

Un indicateur classique de « bulle », le ratio de la capitalisation boursière en regard des ventes, des chiffres d'affaires.

Les indicateurs de bulle du marché des actions clignotent de plus en plus en orange ou en rouge.

Par exemple, le graphique d'aujourd'hui de Kailash Capital montre que la capitalisation boursière totale des actions avec un ratio cours/ventes supérieur à 20 est passée à 4 500 milliards de dollars. À titre de comparaison, le ratio cours/ventes actuel des actions américaines atteint un niveau record de 3,1.

Le graphique suggère qu'au moins une certaine spéculation augmente la possibilité d'une bulle boursière.

D'autres indicateurs tels que l'activité des spéculateurs de détail, l'activité d'introduction en bourse, l'émission d'actions et, dans certains domaines, la valorisation indiquent également des marchés d'actions très exubérants.

D'autres mesures, cependant, semblent moins « pétillantes ».

**▲ RETOUR ▲**

## **Qu'est-ce qui se cache derrière la galerie des miroirs de l'inflation ?**

**Charles Hugh Smith Mardi, 03 Août 2021**



L'économie mondiale s'est peut-être finalement heurtée aux limites dures de la "substitution infinie" et de "l'expansion infinie" financées par la monnaie libre des banques centrales.

Nous vivons un moment intéressant de galerie des glaces : les prix augmentent, mais la Réserve fédérale nous assure que cette inflation est "transitoire", tandis que d'autres voix insistent sur le fait que les forces primaires de l'économie (mondialisation, dette et automatisation) sont toutes profondément déflationnistes, ce qui signifie que les prix de tout finiront par s'effondrer car l'offre dépassera la demande. Au même moment, d'autres déclarent le début d'une nouvelle inflation séculaire qui ne peut être contrôlée par la manipulation des taux d'intérêt et l'achat d'obligations par la Réserve fédérale.

Que voyez-vous dans ce kaléidoscope d'images réfléchies ? Voici quelques exemples de ce que j'ai vu dans la galerie des glaces de l'inflation :

- Un paquet de trois entrecôtes chez Costco pour 65 \$.
- Un concessionnaire Ford qui n'a pas de Ford neuves et qui n'a que quelques voitures d'occasion.
- un concessionnaire Nissan sans Versa, Ultima, Leaf, etc.
- des voitures d'occasion avec 140 000 miles et des prix de vente exorbitants.
- un petit déjeuner de base dans un restaurant pour plus de 20 \$.
- des centres de villégiature facturant 450 \$ par jour, avec des suppléments et des taxes en plus.
- les tarifs des services publics qui augmentent de 10 à 20 % par an.

On pourrait dire que tous ces exemples sont des exemples d'inflation temporaire générée par un déséquilibre

entre une offre limitée et une demande élevée. Peut-être. Mais il se peut aussi que les coûts de production aient augmenté d'une manière qui n'est pas temporaire.

Prenons l'exemple des salaires. Une fois que les salaires augmentent et que les coûts des avantages sociaux augmentent, ils ne baissent pas. Très peu de gens accepteront une baisse de salaire alors que les prix s'envolent.

Prenons le cas du café. La demande de café est généralement stable. Si les prix augmentent de 30 %, la plupart des buveurs de café ne passeront pas au thé. Ils paieront le prix plus élevé. La boîte de trois livres à 10,99 dollars chez Costco pourrait bien passer à 15,99 dollars, mais les 5 dollars supplémentaires n'inciteront pas la plupart des buveurs de café à passer à une autre boisson.

Alors que le gel et la sécheresse réduisent l'offre mondiale de café, qu'y a-t-il de "transitoire" dans les récoltes perdues et les arbres endommagés ? Il faut de nombreuses années pour obtenir un rendement substantiel d'un caféier, et le processus de récolte exige beaucoup de main-d'œuvre. Si la main-d'œuvre n'est pas disponible, la récolte pourrit.

La pénurie n'est plus un facteur depuis des décennies. La mondialisation a institutionnalisé l'idée qu'il y a toujours "plus" de tout disponible quelque part : plus de lithium, plus de main-d'œuvre bon marché, plus de pétrole, plus de café, plus de pêcheries sauvages, plus d'aquifères d'eau douce à exploiter, etc. La possibilité que le "plus" se soit transformé en "moins" n'est tout simplement pas envisageable dans une économie basée sur la divinité séculaire de la substitution infinie : il y a toujours un substitut moins cher quelque part dans le monde qui peut être exploité et intégré dans la chaîne d'approvisionnement mondiale.

Alors que se passe-t-il quand il n'y a pas de sources moins chères, ni de substituts ? Dans la religion séculaire de la substitution infinie, c'est "impossible", et donc l'inflation non transitoire est "impossible". Mais peut-être que cette foi laïque n'est plus en phase avec le monde réel.

Les unités de soins intensifs (USI) offrent une analogie éclairante. Les USI sont une concentration de talents spécialement formés qui ne peuvent être acquis que par de longues années d'expérience. Dans la religion séculaire de la substitution à l'infini, on croit fermement qu'il existe une réserve de spécialistes que l'on peut exploiter si l'on imprime suffisamment d'argent pour les acheter.

Mais imprimer de l'argent ne peut pas créer un réservoir de talents spécialisés. Ce processus est fondé sur l'expérience et ne peut être acheté sur étagère ou accéléré par les mesures de relance de la Fed. Il n'y a pas de réservoir d'expérience en soins intensifs en Basse-Silésie qui attende d'être exploité avec l'argent gratuit de la Fed.

L'argent gratuit de la Fed pourrait financer la construction d'un nouveau service de soins intensifs et le remplir d'équipements coûteux - ce qui est un processus long et pluriannuel - mais s'il n'y a pas de personnel ayant l'expérience requise, le nouveau service ne parviendra pas à combler la pénurie comme prévu.

Il est également possible que le réservoir existant de talents spécialisés se réduise à mesure que le déséquilibre entre l'offre et la demande épuise le personnel surmené.

En d'autres termes, l'économie mondiale pourrait s'être finalement heurtée aux limites dures de la substitution infinie et de l'expansion infinie financées par l'argent gratuit des banques centrales. Dans les temples de cette foi séculaire, une inflation accélérée et permanente est "impossible".

Toutes sortes de choses qui sont considérées comme "impossibles" se produisent avec une régularité remarquable. Ce qui se cache derrière la galerie des glaces de l'inflation peut surprendre les vrais croyants en une "inflation transitoire" et en des forces déflationnistes mondiales.

## **.Le présent dure-t-il plus longtemps ?**

par [karl eychenne](#) ([son site](#)) samedi 31 juillet 2021 Agoravox

Nous cherchons à fuir le présent, ce qui a des conséquences majeures sur le prix que nous sommes prêts à payer pour demain. Cette fuite en avant semble même être exacerbée par cette sensation étrange que le présent dure plus longtemps...



« *L'opéra avait commencé depuis près d'une heure, mais ma montre n'indiquait qu'un quart d'heure...* ». Cette sensation que le présent dure trop longtemps, nous l'avons tous vécu, sauf que cette fois nous la vivons tous en même temps. La Covid cherche à nous confiner dans un présent durable, alors nous tentons de le fuir en épargnant toujours davantage. Si aujourd'hui les taux d'intérêt sont si faibles dans le monde, c'est en grande partie à cause de cela. En effet, nous acceptons que notre épargne sans risque soit rémunérée à près de 0 % pour les 10 à 20 prochaines années. Cette résignation envers l'avenir trahit surtout une extrême défiance vis-à-vis du présent : nous ne courrons plus après un avenir désirable nous fuyons le présent.

Les marchés d'actions et du crédit sont aussi touchés par cette aversion pour le présent. Ces marchés battent des records, alors que les perspectives de croissance des économies pour les années à venir ne cessent d'être révisées à la baisse depuis 40 ans. Cela signifie que les investisseurs sont prêts à payer plus cher pour avoir *moins cher*. Ça a l'odeur et la couleur de l'appétit pour le risque, mais il pourrait s'agir en fait d'une fuite en avant, masquant une défiance pour le présent, incitant les investisseurs à épargner toujours davantage en actifs sans risque et en actifs risqués.

Certes, les taux d'intérêt n'ont pas attendu cette crise pour être faibles, ni les marchés d'actions pour être perchés à des altitudes béates. On dira alors que la Covid n'a fait que dévoiler ce qui couvait déjà : la stagnation séculaire, la crise du capitalisme, l'exubérance irrationnelle, l'obésité financière, l'inassignable valorisation des marchés, on appellera cela comme on veut. Mais à la fin, cela se lit de la même façon : si nous acceptons des rendements à venir aussi faibles, c'est parce que le présent n'a plus la saveur d'antan.

**Le présent n'a plus l'incommensurable avantage qu'il avait par rapport au futur. Le fameux « un tiens vaut mieux que deux tu l'auras » a fait *pschitt*.**

Comment expliquer cela ?

L'économie et la finance accordent une importance capitale à la manière dont nous appréhendons l'avenir. Et pour cause, l'homo œconomicus n'a jamais caché qu'il envisageait de vivre un peu plus longtemps que l'instant présent. A ce titre, il se fera tantôt *cigale* tantôt *fourmi*, en fonction de ses préférences et de ses prévisions. S'il est d'un tempérament plutôt prudent ou qu'il envisage demain en grimaçant, alors il aura tendance à beaucoup épargner afin de parer aux dangers. Avec ses propres mots, la finance dira qu'il cherche ainsi à « lisser » sa consommation dans le temps, l'épargne lui procurant le supplément de revenu nécessaire en cas de pépins. D'ordinaire, ce sont surtout les prévisions de l'agent économique qui changent : la croissance économique va repartir, l'inflation va accélérer, la dette va s'envoler..., alors que l'ADN des préférences est supposé rester relativement stable : préférence pour le présent, aversion pour le risque, on impatience. Mais il arrive que certaines crises altèrent ces trois paramètres.

### **Le premier critère fait référence à notre soi-disant préférence indécrottable pour l'instant présent.**

En effet, a priori, je préfère le présent au futur incertain et lointain. Toutefois, je veux bien négocier : je suis prêt à sacrifier une unité de présent contre une unité du futur plus une compensation financière, c'est-à-dire un taux d'intérêt positif. Mais si ce taux est nul ? Je deviens alors indifférent entre aujourd'hui et demain. C'est certes une excellente nouvelle pour le climat et les générations futures puisqu'avec un tel taux, les réformes nécessaires deviennent viables financièrement. Mais si notre préférence pour le présent est si faible, ce n'est pas par vertu mais par nécessité : nous fuyons un présent aux contours devenus incertains, pour un avenir que nous espérons plus serein.

### **Le deuxième critère tient compte de notre aversion pour tout ce qui est incertain.**

En finance, l'aversion pour le risque est un élément au moins aussi déterminant que la préférence pour le présent pour valoriser les actifs. En fait, on a même parfois du mal à différencier les deux : demain (le temps) est incertain (le risque). Mais la nuance est pourtant bien utile pour mieux saisir ce qui anime les rendements si faibles promis par les marchés. L'intuition veut que nous préférions la certitude à l'incertitude. Nous aimons bien les surprises, mais exécrons les mauvaises. Nous louons l'audace, mais sous couvert d'une bonne assurance. Mais si nous acceptons des rendements d'actifs aussi faibles pour les années à venir, c'est parce que nous sommes prêts à payer très cher pour nous couvrir contre des lendemains qui déchantent... A l'inverse, si nous avons fait preuve d'indifférence vis-à-vis de l'incertitude à venir, alors il aurait fallu des rendements beaucoup plus élevés aujourd'hui pour nous convaincre d'épargner.

Mais fuir le présent et chercher à se couvrir contre l'avenir incertain, n'est-ce pas un peu contradictoire ? Nos deux premiers critères ne sont-ils pas devenus antinomiques ? Mais en finance, l'incohérence n'est pas rédhibitoire, on peut toujours s'arranger.

### **La théorie propose alors un troisième critère pour dénouer l'affaire : l'impatience.**

Les gens impatientes sont prêts à payer cher pour avoir une information le plus tôt possible. Cela ne revient pas vraiment à de la préférence pour le présent : on ne veut pas forcément l'information maintenant, on la veut juste le plus tôt possible. Cela n'est pas non plus de l'aversion pour le risque, car il n'y a pas forcément de risque : le professeur a déjà corrigé les copies, mais il n'a pas encore donné les notes, on est impatient de savoir. Dans notre cas, les rendements si faibles que nous acceptons de recevoir pour les années à venir pourraient signifier que nous sommes devenus particulièrement impatientes. En effet, nous acceptons de recevoir des rendements faibles si cela nous permet de savoir le plus tôt possible le fin mot de l'histoire.

**Notre rapport au temps a donc changé. A moins que ce soit le temps qui ait changé ? Peut-être le présent dure-t-il plus longtemps, peut-être s'étire-t-il ?** On pense aux [montres molles de Dali](#). « Le souci du quotidien ferait grincer la durée, empêchant le devenant de devenir », pour paraphraser le philosophe de la mort et de l'angoisse, Wladimir Jankélévitch ([extrait de cours 1953 à la Sorbonne](#)). Pas si loufoque que cela en vérité. Philosophes et physiciens se livrent depuis longtemps quelques duels à fleuret moucheté sur le sujet, qui

se concluent le plus souvent par des dialogues de sourds dont un resté célèbre entre Bergson le philosophe de la durée et Einstein le physicien de la relativité (« Bergson et Einstein, la querelle du temps », Elie During, publié en 2020).

Il faut dire que l'adversaire était de taille : autant nous avons un nez pour sentir, un œil pour voir, etc. autant il n'existe pas de marqueur du temps clairement identifiable sur notre corps. Certes, la finance a inventé le taux d'intérêt, une sorte de marqueur du temps subjectif, ressenti. Ne dit-on pas que le taux d'intérêt permet de donner une valeur présente aux projets futurs ? On parle alors de taux actuariel.

Les neurosciences semblent cependant nous aiguiller vers une piste originale. La durée du présent pourrait se définir comme le temps nécessaire afin d'accéder à demain ; tout comme le local définirait cet espace qui nous sépare de ce qui nous paraît inaccessible, même en tendant le bras (« [How Long is Now ? A New Perspective on the Specious Present](#) », Andrea Roselli, Philosophe, Université Durham). Plus c'est difficile, et plus le présent dure longtemps...

**Si le présent dure vraiment plus longtemps, alors les rendements que nous proposent les marchés financiers ne sont pas si faibles que cela. Ils sont juste adaptés au nouveau tempo !**

Si la seconde met désormais une minute pour s'écouler, ce n'est quand même pas la faute des marchés. Or, on conviendra sans peine qu'à cet horizon si court, l'actif que je détiens n'est pas censé me rapporter grand-chose, 0 % tout au plus. 0 %. Sauf qu'aujourd'hui, ce rendement de 0 % censé rémunérer votre patience pour un horizon très court, est aussi celui proposé par un emprunt d'Etat français pour une durée très longue. Ainsi, le taux à 10 ans s'établit aujourd'hui à 0 %, mais la France n'est pas un cas isolé bien entendu puisque le taux à 10 ans allemands reste en territoire négatif à près de - 0,4 %, et le taux italien jadis à haut risque s'établit à seulement à 0,8 %. Partout, le présent semble durer plus longtemps.

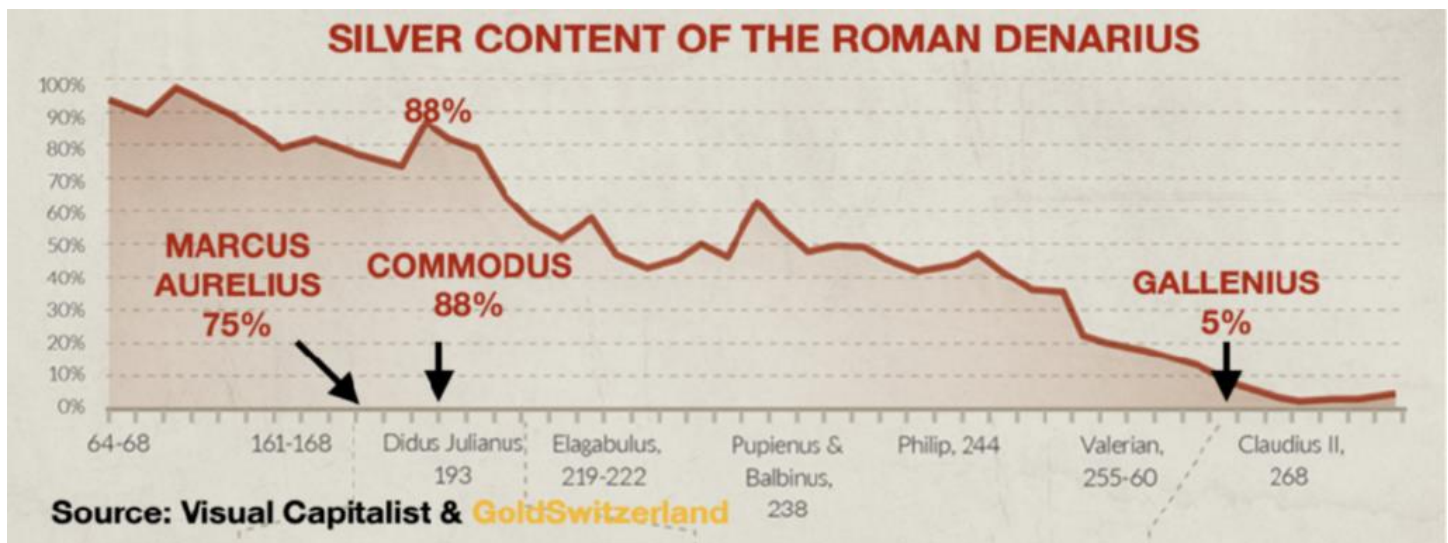
**▲ RETOUR ▲**

## **Doug Casey sur la dépréciation de la monnaie et la dégradation de la culture**

par Doug Casey 2 Août 2021



**International Man :** Dans quelle mesure pensez-vous que la dépréciation de leur monnaie a contribué à la chute de l'Empire romain ? Comment cela a-t-il affecté leur culture ?



**Doug Casey :** Dans les anciennes sociétés préindustrielles - tout comme aujourd'hui - vous deveniez riche en produisant plus que vous ne consommiez et en économisant la différence.

L'une des meilleures choses de l'argent est qu'il permet à un individu de mettre de côté son capital, le produit de son travail, sous une forme qui conserve sa valeur. Un agriculteur, par exemple, ne peut pas conserver ses fruits d'une année sur l'autre, pas plus qu'un boulanger ne peut conserver son pain. Une monnaie saine est essentielle pour obtenir des gains durables en termes de richesse et de progrès économique. La monnaie saine est la raison pour laquelle les sociétés riches deviennent dominantes, et une raison pour laquelle les autres sociétés sont pauvres et prêtes à être conquises et dominées.

Rome fournit un modèle significatif à long terme. Le gouvernement romain, à la recherche de revenus, a commencé à déprécier le denier sous Néron au 1er siècle, le faisant passer de 90 % à 75 % d'argent. Jusqu'au règne de Marc Aurèle, qui s'est achevé en 180, le denier était encore composé d'environ 75 % d'argent. À la fin du IIIe siècle, il s'agissait d'un métal de poterie simplement plaqué d'argent. Le IIIe siècle a été marqué par de nombreux coups d'État, guerres civiles, assassinats et sécessions. Il y a de nombreuses raisons pour lesquelles **le chaos politique va de pair avec le chaos économique ; ils se renforcent mutuellement.**

Au milieu du IIIe siècle, les pièces romaines ne valaient plus la peine d'être conservées, et l'effondrement de la monnaie a été une cause majeure de l'effondrement de l'empire. D'une certaine manière, une monnaie saine était encore plus importante dans l'Antiquité qu'aujourd'hui, car les banques, les marchés financiers, le crédit, la comptabilité ou les moyens de mesurer le taux de dépréciation de la monnaie n'étaient pas sophistiqués. L'argent physique était roi.

L'inflation monétaire crée le chaos, que ce soit dans une économie relativement primitive comme celle des Romains - où le troc était encore très présent. Lorsque les dirigeants ont constaté qu'ils ne pouvaient plus déprécier la monnaie, les impôts directs ont augmenté de manière substantielle, mais il est devenu difficile de les percevoir simplement parce que la monnaie n'avait aucune valeur. Les soldats n'aimaient pas être payés avec des jetons sans valeur. C'est pourquoi, après le règne d'Aurélius, le siècle suivant fut une période de guerres civiles et de chaos général. Il n'y avait pas de nouvelles constructions de routes ou de bâtiments publics. Ceux qui le pouvaient se réfugiaient dans leurs propriétés de campagne, qui étaient autosuffisantes. C'est le début du féodalisme, qui préfigure l'âge des ténèbres à venir. À l'avènement de Dioclétien en 295, Rome avait perdu tout contact avec ses racines républicaines et était devenue un despotisme de style oriental.

Rome est-elle un miroir lointain de l'Occident d'aujourd'hui ? C'est tout à fait possible, voire probable.

**L'homme international :** Quels parallèles peut-on faire aujourd'hui avec les Etats-Unis en termes de

dépréciation monétaire et de dégradation générale ?

**Doug Casey :** Les parallèles sont très directs. Il suffit de regarder les images sur les pièces de monnaie.

Pendant la République romaine, les consuls ne mettaient pas leur image sur la monnaie. Les pièces portaient les images des dieux, des héros ou des personnifications de diverses vertus. Jules César est le premier souverain qui a osé mettre sa propre image sur une pièce. Il s'agissait d'une publicité gratuite.

César a signé l'arrêt de mort de la république romaine, suivi par Auguste, son fils adoptif, qui a été le premier véritable empereur romain. À partir de ce moment-là et jusqu'à la fin, toutes les pièces romaines portaient l'image du souverain en place.

Aux États-Unis, nous n'avons pas eu l'image d'un président sur une pièce de monnaie avant 1909, lorsque Lincoln a été déifié et placé sur le penny ; avant cela, les pennies représentaient un Indien. Toutes les autres pièces avaient des images allégoriques, comme les pièces romaines pendant la république. Après l'élection de Roosevelt en 1932, cependant, les choses ont changé. Toutes les pièces représentaient d'anciens présidents. Washington a remplacé la Liberté en marche sur la pièce de 25 cents en 1932. Jefferson remplace l'Indien sur la pièce de 5 cents en 1938. Roosevelt lui-même a remplacé l'image de Mercure sur la pièce de 10 cents en 1946 - un grand pas en avant puisqu'il était mort depuis peu. Benjamin Franklin a remplacé Liberty sur le demi-dollar en 1947.

Étant donné que Lincoln, Washington et Jefferson étaient essentiellement des présidents de niveau mythique, je suppose que l'on peut argumenter en faveur de leurs images sur la monnaie - mais ce n'était pas judicieux, car ils n'étaient en fait que des politiciens. Et Lincoln a eu le culot de faire placer sa photo sur un billet de 1 dollar en 1861.

Kennedy a remplacé Franklin sur le demi-dollar en 1964. Remplacer des symboles allégoriques, ou des pères fondateurs décédés depuis longtemps, par des politiciens récemment décédés est un signe de dégradation. Nous n'avons pas encore mis une règle actuelle sur la monnaie, mais nous nous en approchons.

Bien sûr, l'or a été le premier à disparaître, en 1933, avec l'arrivée de Roosevelt. Puis en 1964, tout l'argent a été supprimé des pièces. Les pièces actuelles ressemblent à de l'argent, mais elles n'en sont pas. Il s'agit d'une fraude subtile, symptomatique de l'ensemble du système monétaire américain - et mondial, d'ailleurs. Techniquement donc, les disques que vous avez peut-être dans votre poche sont des jetons, pas des pièces. Les pièces de monnaie ont une valeur en soi ; les jetons n'ont aucune valeur intrinsèque. Puis, en 1982, le penny - qui était composé de 95 % de cuivre et de 5 % de zinc - a été remplacé par du zinc recouvert d'une couche de cuivre.

L'évolution de la monnaie est négative depuis la création de la Réserve fédérale en 1913, suivie de la Première Guerre mondiale. La dépréciation de la monnaie et la guerre sont à la base de la faillite morale et économique actuelle de l'Occident.

La prochaine étape sera le retrait des pièces de monnaie de la circulation. Peu d'entre elles ont encore assez de valeur pour qu'on prenne la peine de les ramasser sur le sol. Elles ne sont même plus utiles dans les parcmètres ou les jeux vidéo. Il faut trois cents en métal pour créer un penny en zinc et huit cents pour un nickel. Les deux sont totalement inutiles. Mais toutes les pièces sont en voie de disparition, pour être remplacées par de la monnaie numérique.

Cela a des implications sociétales intéressantes, car les enfants ne pourront plus collectionner les pièces. Il est difficile d'économiser de l'argent numériquement. Les chiffres ne sont pas tangibles, et les enfants aiment les objets réels lorsqu'ils essaient d'économiser. Enlever la réalité physique de l'argent dévalue le concept même de l'argent.

**International Man :** Une grande partie de l'art, de la musique et de l'architecture spectaculaires de l'histoire récente a été créée à une époque où la personne moyenne utilisait des pièces d'or et d'argent comme monnaie.

Voyez-vous une relation entre l'utilisation de l'argent fort et la culture ?

**Doug Casey :** Il y a une relation. Il n'est peut-être pas possible de prouver directement qu'il s'agit d'un lien de cause à effet, mais il existe une forte corrélation entre l'argent sale et la culture sale. Et il ne s'agit pas seulement d'une question de changement arbitraire des goûts.

Dans les années 1950, 1960 et 1970, les générations plus âgées décriaient parfois le rock and roll. Mais le fait est que la musique rock and roll a résisté à l'épreuve du temps. Pourquoi ? Il possède une mélodie, un rythme et, dans de nombreux cas, des paroles très poétiques. Le rock est peut-être un cran en dessous de Bach, Beethoven ou Wagner, mais il ne fait pas fuir mon chien. Mais la musique populaire d'aujourd'hui - métal, rap, hip-hop, et le reste - n'a même pas de mélodie. C'est activement dissonant. Les paroles sont presque toutes grossières et vulgaires. Il y a rarement de la poésie ou de la noblesse d'émotion.

Il en va de même pour l'art. Une grande partie de l'art moderne est quelque chose qu'un chimpanzé peut peindre. En fait, une grande partie de cet art n'est qu'une arnaque, une blague privée entre galeries et critiques qui rivalisent pour escroquer le public. Le seul point positif de la plupart des "performances artistiques" est qu'elles disparaissent à la fin de la représentation. Je ne suis pas religieux, mais c'est clairement un signe de déclin lorsque des choses comme le "Piss Christ" de Serrano sont considérées comme de l'art - et les choses se sont encore dégradées depuis. Beaucoup d'art est totalement dépourvu non seulement d'élégance et de noblesse, mais a même moins de compétences techniques que les peintures de Hunter Biden. Bien sûr, elles ne sont pas vraiment considérées comme de l'art - il ne s'agissait que de corruption manifeste.

Ces choses auraient été accueillies avec ridicule et dégoût avant le XXe siècle. Il existe une corrélation entre la façon dont une civilisation s'exprime dans l'art et l'argent qui finance cet art. Je pense que c'est plus qu'une simple corrélation. C'est même vrai de la façon dont les gens s'habillent. Autrefois, lorsque les gens sortaient, ils portaient un manteau et une cravate. Bien sûr, les styles changent, mais certains modes vestimentaires témoignent du respect de soi et des autres. D'autres non. Aujourd'hui, on ne voit que des t-shirts et des jeans déchirés.

Ce sont tous des symptômes de l'argent sale. L'art merdique, la musique merdique et les vêtements merdiques vont de pair avec une culture merdique et un argent merdique.

**L'homme international :** Aujourd'hui, les pays du monde entier gonflent et détruisent leurs monnaies fiduciaires à une vitesse vertigineuse et sans fin. Dans les pays où la dépréciation de la monnaie est endémique, on voit souvent plus de mensonges, de tricheries et de vols, car les gens ont du mal à joindre les deux bouts.

Outre les conséquences financières évidentes de la dépréciation continue de la monnaie, quelles conséquences sociales et culturelles prévoyez-vous ?

**Doug Casey :** Si la dépréciation de la monnaie a été néfaste pour l'Empire romain, elle le sera encore plus dans notre société industrielle avancée, avec ses chaînes d'approvisionnement complexes et souvent internationales.

Si vous ne savez pas quelle est la valeur réelle de la monnaie pour laquelle vous vendez quelque chose, les choses commencent à s'effondrer. L'État empiète sur tous les domaines de la société. L'inflation est peut-être le pire produit du gouvernement, mais les taxes et les règlements sont presque aussi destructeurs.

En outre, les récompenses pour ne pas travailler - sous la forme de l'aide sociale et bientôt d'un revenu annuel garanti - sont si élevées que cela va décourager les personnes qui seraient autrement des entrepreneurs ou des

travailleurs. Cela va les encourager à ne pas créer d'entreprise et à ne pas travailler. Franchement, c'est juste une chose après l'autre. Les hystéries du Covid et des vaccins pourraient-elles être la goutte d'eau qui fait déborder le vase ? Sinon, peut-être que l'hystérie du réchauffement climatique fera l'affaire.

La civilisation occidentale est en train d'être détruite sous nos yeux, et je ne pense pas que cette tendance va changer jusqu'à ce que nous atteignons une crise - quand les choses deviennent si mauvaises qu'il y a une révolution.

**L'homme international :** Considérons des exemples historiques et les États-Unis aujourd'hui. Une fois que la dépréciation de la monnaie et la dégradation de la culture se sont imposées comme des tendances à long terme, quelles sont les chances qu'elles s'inversent ?

**Doug Casey :** Les tendances en mouvement ont tendance à rester en mouvement jusqu'à ce qu'elles atteignent une crise. Une fois qu'elles atteignent une crise, cela peut aller dans tous les sens. Mais les choses se dégradent généralement à nouveau, pendant au moins un certain temps.

Les choses peuvent dégénérer lentement en quelque chose comme l'Union soviétique ou la Chine de Mao. Ou peut-être que ce qui reste du capitalisme et des libertés individuelles sera renversé rapidement. Nous pouvons certainement nous attendre à ce que rien de bon ne sorte de Washington maintenant que les Américains semblent avoir élu de véritables bolcheviks pour diriger leur gouvernement. L'ordre ancien a été renversé en France en 1789, et la situation a empiré avec Robespierre, puis Napoléon. Les choses étaient terribles en Russie en 1917, mais elles ont empiré sous Lénine et encore sous Staline.

Je pense que, quoi qu'il arrive, nous sommes dans une période très sombre.

**L'homme international :** Quelles sont les implications en matière d'investissement ?

**Doug Casey :** Les gens devraient acheter de l'or et de l'argent et les stocker dans l'endroit le plus sûr auquel ils peuvent penser - y compris dans une juridiction politique stable en dehors de la leur. Et apprendre à spéculer parce que l'investissement prudent devient impossible dans le type d'environnement que nous avons aujourd'hui.

Nous ressemblons beaucoup à Rome aux troisième et quatrième siècles. Mais le déclin se déroule à un rythme accéléré. L'investissement prudent à long terme n'est plus possible comme avant. Il faut tout envisager en termes de spéculation.

C'est malheureux, mais au cours des dix prochaines années, tout le monde va être obligé de devenir un spéculateur juste pour survivre.

**▲ RETOUR ▲**